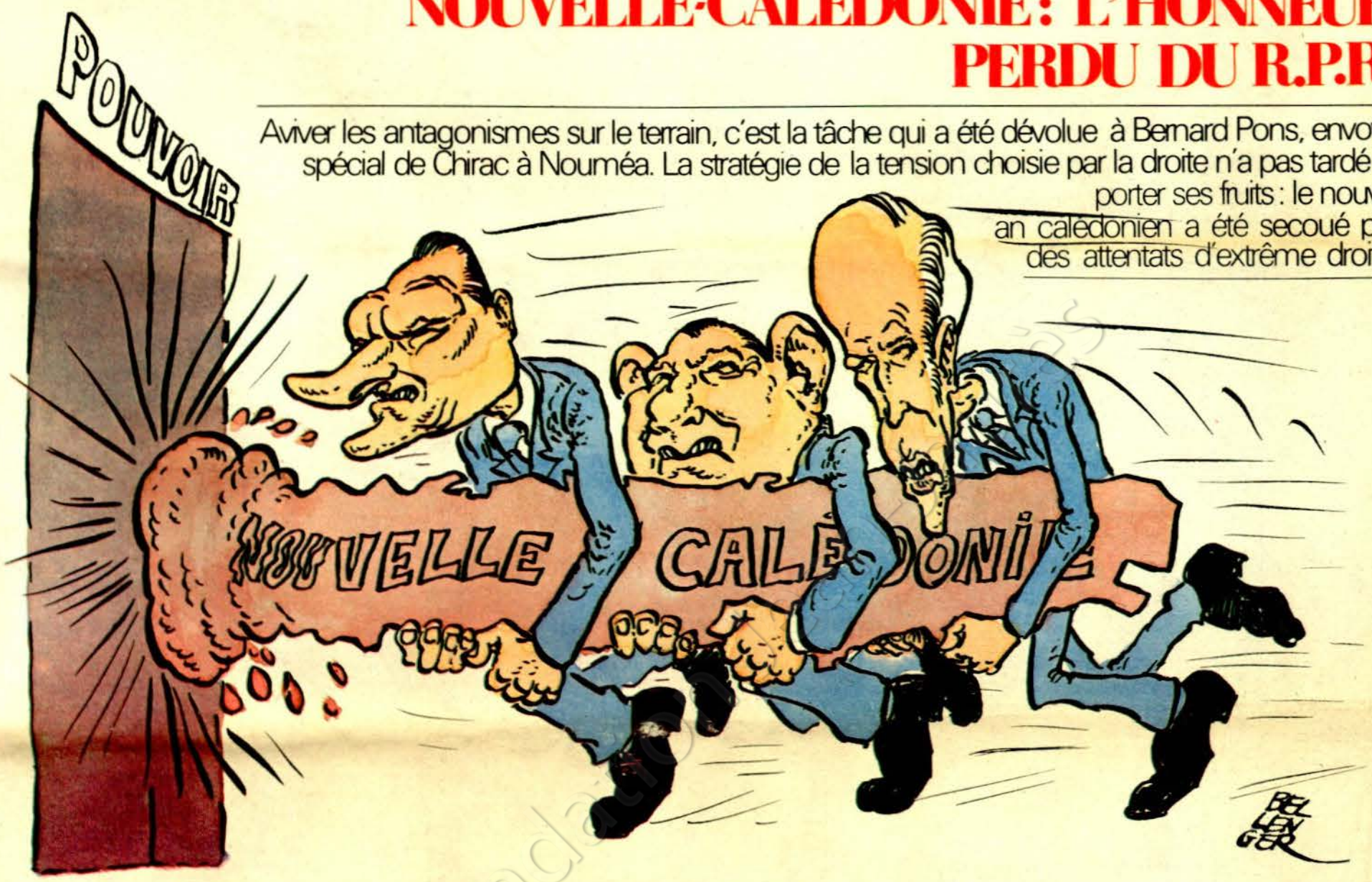
l'unité

M 2805 - N° 585 - 8 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 4 janvier 1985

NOUVELLE-CALEDONIE : L'HONNEUR PERDU DU R.P.R.

Aviver les antagonismes sur le terrain, c'est la tâche qui a été dévolue à Bernard Pons, envoyé spécial de Chirac à Nouméa. La stratégie de la tension choisie par la droite n'a pas tardé à porter ses fruits : le nouvel an calédonien a été secoué par des attentats d'extrême droite.



GUERRE DES ETOILES : LES RAISONS DU PLUS FAIBLE

François Mitterrand dit souvent : « Nous n'allons pas bâtir notre sécurité future en détruisant celle dont nous disposons aujourd'hui. » C'est pourtant ce que le lobby pro-guerre des étoiles voudrait voir les Européens faire sous prétexte que la dissuasion du faible au fort a perdu de sa crédibilité.



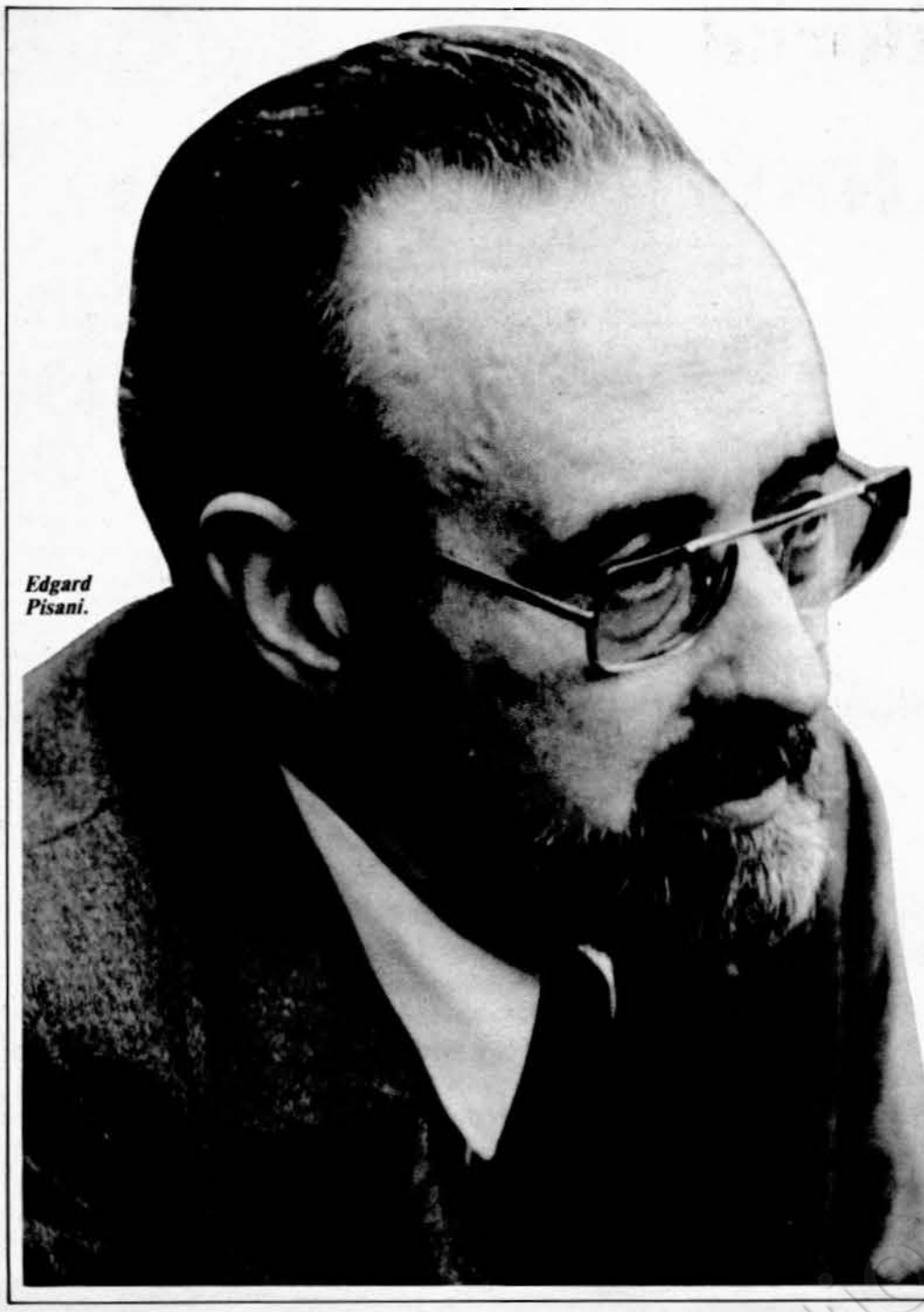
DE GAULLE REVU ET CORRIGE PAR LACOUTURE

« Imaginez qu'on fasse un livre sur Louis XIV et qu'on puisse interroger Colbert et Louvois. » Cette apostrophe jubilante de Jean Lacouture donne assez bien l'idée du climat qui baigne son travail titanesque sur De Gaulle. Lacouture nous donne à voir un De Gaulle surprenant : républicain depuis les origines, tendre époux et très affectueux père, son « Rebelle » n'a pas grand-chose de commun avec l'homme de marbre encensé par ses héritiers abusifs.

INDE : LE JEUNE HOMME PROVIDENTIEL

Le jeune électorat de l'Inde a massivement donné sa confiance au fils du Premier ministre assassinée. Rajiv Gandhi devra sortir très vite du flou qui a caractérisé sa campagne afin de se montrer digne de l'immense vague d'espoir qui l'a porté au pouvoir.

Coll. Fondation Jean Jaurès



Edgard Pisani.



Jacques Chirac vu par Coureuil.

NOUVELLE-CALEDONIE : L'HONNEUR PERDU DU R.P.R.

Aviver les antagonismes sur le terrain, c'est la tâche qui a été dévolue à Bernard Pons, envoyé spécial de Chirac à Nouméa. La stratégie de la tension choisie par la droite n'a pas tardé à porter ses fruits : le nouvel an calédonien a été secoué par des attentats d'extrême droite

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

TOUJOURS à la pointe de l'agitation, la droite chiraquienne a enfourché, depuis quelques semaines, un nouveau cheval de bataille : l'affaire calédonienne. Après avoirs inspiré et entretenu, en métropole, les controverses sur l'école puis sur le référendum, le R.p.r. n'hésite pas à déplacer en outre-mer ses opérations de déstabilisation du pouvoir. Mais dans le contexte explosif de la Nouvelle-Calédonie ces manœuvres politiciennes peuvent se révéler plus lourdes de conséquence. En choisissant délibérément d'attiser les tensions, l'opposition la plus dure prend le risque de faire échouer une solution politique négociée et de plonger notre caillou du bout du monde dans un bain de sang. Car elle ne fait pas dans l'euphémisme ou la nuance cette droite autoritaire et répressive, toujours empreinte des accents et des méthodes d'un ordre colonialiste dont elle garde finalement la nostalgie. Les Kanaks ? « Des sauvages », ose écrire « le Figaro ». « Des anthropophages », renchérit Gérard Deuil, le pétainiste patron du S.n.p.m.i. qui vient d'adhérer au C.n.i.p. de Malaud. Grotesques insultes confirmant que le journal d'Hersant et l'extrême droite se retrouvent à l'exact entrecroisement du racisme et de la bêtise. Une affligeante et dangereuse médiocrité intellectuelle qui gagne les bancs R.p.r. à l'Assemblée nationale.

Le 19 décembre, Didier Julia, député de Seine-et-Marne, responsable des Dom-Tom au sein du parti chiraquien, lance au gouvernement : « Si vous arrivez contre la Constitution, contre la démocratie, à faire donner le pouvoir à une petite minorité, appuyée sur des bandes armées vous aurez découvert le national-socialisme. » Une parole qui a dépassé la pensée de son auteur ? Pas du tout. Encouragé par Jacques Chirac lui-même, assis devant lui, Didier Julia refuse de retirer ses mots. Emporté par son sectarisme, le R.p.r. se lance dans d'indignes amalgames et d'indécentes accusations. « C'est scandaleux, c'est inadmissible », déplore Olivier Stirn. Laurent Fabius réagit avec force : « Utiliser le mot apartheid et le mot national-socialisme pour qualifier des représentants de la majorité et le gouvernement est indigne... S'agissant du nazisme et de la vie des hommes, moi, dans ma famille, je sais ce que cela veut dire... Attention, monsieur Julia ! Vous avez cherché à critiquer la majorité et le gouvernement. Vous attaquez en fait la démocratie. C'est-à-dire, vous vous attaquez vous-même. Ce qui a fait des progrès, cet après-midi en France, c'est l'extrémisme. » Jamais la gauche, lorsqu'elle était dans l'opposition, n'a proféré des attaques aussi basses, dans ses polémiques avec le gouvernement. Le procès d'intention que fait Julia au pouvoir se révèle d'autant plus injustifié que le gouvernement par souci de démocratie — et c'est bien là la complexité de sa tâche — s'efforce de trouver une solution prenant en compte les intérêts des deux communautés caldoche et kanake, et fondée sur le dialogue et la négociation entre les différents protagonistes de la vie politique néo-calédonienne. La droite n'en a cure. Elle poursuit dans la voie de l'intransigeance et de la mauvaise foi. Julia, encore lui, estime qu'Edgard Pisani « se comporte comme un gouvernement étranger à la République et doit être traité comme tel. On ne trahit pas la démocratie sans risque ». Heureusement que le ridicule ne tue pas !

Au Sénat, Charles Pasqua s'attaque au président de la République et à des membres du gouvernement qu'il menace de vouloir faire comparaître en Haute Cour de justice. Pas moins ! Baissant d'un ton, Giscard et six anciens Premiers ministres Debré, Couve de Murville, Chaban-Delmas, Messmer, Chirac et Barre, dans une déclaration commune, reprochent au gouvernement de mettre en cause « les principes de l'autodétermination, les règles fondamentales de la République et les intérêts de la France ». Une démarche qui ne manque pas d'arrogance lorsqu'on connaît la responsabilité écrasante que portent ces hommes dans le drame néo-calédonien. Faut-il leur rappeler la faiblesse de leur action pour tenter de résoudre les problèmes politiques et économiques du territoire ? Faut-il leur remettre en mémoire que, lorsque les Kanaks ne demandaient que l'autonomie, Giscard refusait de les recevoir précipitant ainsi les Mélanésiens vers la lutte pour l'indépendance ? Et cette droite amnésique se pose en donneuse de leçon ! Laurent Fabius n'a pas manqué de dénoncer « les partis de droite qui se déconsidèrent en jetant de l'huile sur le feu ».

Aviver les antagonismes sur le terrain, c'est la tâche qui a été dévolue à Bernard Pons. Envoyé spécial du R.p.r. à Nouméa, le conseiller de Chirac n'a pas ménagé sa peine auprès de Dick Ukeiwé, président R.p.r. du gouvernement local, et de Jacques Lafleur, député R.p.c.r., la filiale locale du mouvement chiraquien, pour faire échouer les discussions avec Edgard Pisani. Arrivant en pays conquis, il assiste aux séances du conseil de gouvernement de Nouvelle-Calédonie.

Fondation Jean-Jaurès

L'éditorial

1985, l'année de tous les possibles

PAR CLAUDE ESTIER

QUE sera l'année 1985 ? Qu'apportera-t-elle au monde, à la France, aux Français ? A en juger par le climat dans lequel s'est achevée 1984 ce n'est pas avancer une prophétie audacieuse que d'estimer que ce sera une année difficile qui exigera de tous courage et volonté.

Le rappel des difficultés du monde devrait relativiser — mais n'ayons pas d'illusions — celles que connaît notre pays. Des millions d'hommes, de femmes, d'enfants qui meurent de faim en Afrique, en Asie, en Amérique latine, des dictatures qui, sur chacun de ces continents, poursuivent sans trêve une répression sanglante, la tragique menace qu'entretient le surarmement nucléaire des deux superpuissances — dont on espère qu'en retrouvant dans quelques jours la table des négociations à Genève elles feront quelques pas dans le sens de la raison — voilà quelques-unes de ces sombres images avec lesquelles le monde passe, sans transition, d'une année à l'autre.

Le simple bon sens devrait nous conduire à considérer qu'au milieu de tous ces drames la France est un lieu privilégié de paix, de liberté, de bonheur relatif. Ce qui ne veut pas dire que chacun y soit heureux. Deux millions et demi de Français, parmi eux beaucoup de jeunes, sont sans travail. Un trop grand nombre vivent dans des conditions d'extrême pauvreté. Il faut d'urgence porter remède à cette situation inacceptable.

Le gouvernement est décidé à s'y employer. Pendant cette trêve des fêtes, les ministres, surtout ceux qui sont chargés des questions économiques et sociales, ont travaillé sans relâche et, ce mercredi, réunis autour du Premier ministre, ils ont mis au point toute une série de mesures dont Laurent Fabius avait annoncé l'imminence lors de son discours à la convention nationale du Parti socialiste à la mi-décembre. Le président de la République en précisera lui-même la portée dans la nouvelle intervention télévisée qu'il doit faire dans quelques jours et qui sera consacrée cette fois aux problèmes de politique intérieure. Nul doute qu'il y renouvellera l'appel qu'il a lancé lundi soir, en présentant ses vœux aux Français, à l'union et à la tolérance.

Là encore n'ayons pas trop d'illusions, tout au moins pour ce qui concerne la classe politique. Tolérance est un mot banni du vocabulaire des dirigeants de l'opposition qui, croyant déjà tenir leur revanche d'une défaite qu'ils n'ont jamais acceptée, sont décidés à faire flèche de tout bois, y compris au détriment des intérêts nationaux les plus évidents, pour compliquer la tâche du gouvernement. Leurs propos, depuis des mois, ont montré que tout leur est bon, jusqu'aux pires outrances où osent s'avancer quelques douteux personnages du genre de Charles Pasqua approuvé explicitement par Michel Debré et tacitement par le silence des autres, y compris de ceux qui, au R.p.r., par exemple, semblaient naguère en désaccord — n'est-ce pas Philippe Seguin ? — avec ce vocabulaire de guerre civile.

Face à cette haine déchaînée on ne peut que saluer davantage le courage de quelques isolés, tels Bernard Stasi qui prend le contrepied de toutes les idées répandues dans son groupe pour démontrer dans un livre (nous en rendons compte en page 5) que l'immigration est une chance pour la France ou encore le député gaulliste de la Sarthe Pierre Gascher, historien qui sait de quoi il parle quand il affirme que l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie

« L'Unité » présente à tous ses abonnés, à tous ses lecteurs, à tous ses diffuseurs ses meilleurs vœux pour 1985.

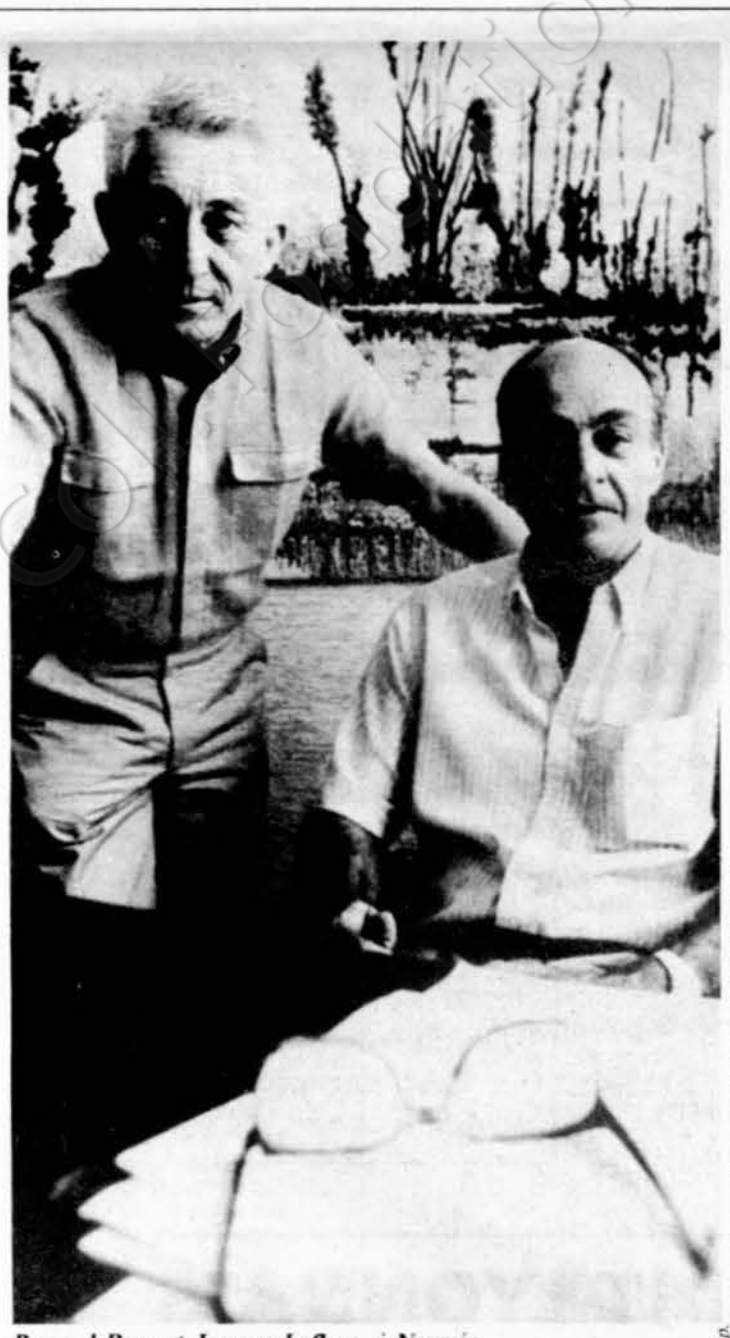
est inévitable et qui démissionne du R.p.r., indigné par l'exploitation politicienne que ce parti a décidé de faire de ce problème épineux.

Sur la Nouvelle-Calédonie précisément, les choses devraient s'accélérer en ce début d'année. Lundi prochain, après avoir longuement consulté les uns et les autres, Edgard Pisani fera connaître ses propositions pour l'avenir du territoire dont il a dit qu'elles surprendraient. La simple honnêteté intellectuelle — mais les anciens Premiers ministres d'avant 1981 viennent eux-mêmes de prouver qu'ils n'étaient pas très rigoureux à cet égard — voudrait que l'on attende que ces propositions soient connues avant de prendre position. Ce qui nous paraît important désormais, c'est que l'on aille vite, même si les solutions à mettre en œuvre doivent nécessairement comporter des étapes. Sans doute l'ordre n'est-il pas complètement rétabli sur place, mais la dernière « nuit bleue » de Nouméa montre qu'il est aujourd'hui menacé moins par les « indépendantistes » que par des éléments d'extrême droite dont on prouverait facilement qu'ils sont directement liés au Front national de Le Pen et encouragés par les surenchères du R.p.r.

Voilà dans quel climat s'ouvre l'année 1985 dont tous les socialistes savent qu'elle sera une année décisive pour l'échéance du printemps 1986, mais une année où tout est possible. Dans quelques jours déjà va s'engager la campagne des élections cantonales pour laquelle il est clair que toute la droite est en train de se mobiliser dans l'espoir de porter de nouveaux coups à notre parti. Comme l'a exprimé la Convention d'Evry nous devons être prêts à relever le défi. Il n'y a de batailles perdues d'avance que celles que l'on ne livre pas. Même seul contre tous le P.s. est, aujourd'hui comme hier, une force incontournable. Aux côtés du président de la République et du gouvernement, sachons nous battre en 1985, comme l'a dit François Mitterrand, pour une France qui gagne !

Exerçant une influence sur l'Assemblée territoriale, il prône sans cesse « le rétablissement de l'ordre ». Regonflé, par ce soutien hargneux, Dick Ukeiwé en appelle à « l'esprit de résistance » et Jacques Lafleur déclare la Nouvelle-Calédonie en « état de légitime défense ». Mais ce n'est pas tout : le R.p.r. mobilise toutes ses troupes. Jusqu'à Gaston Flosse, président du gouvernement polynésien, qui s'est rendu à Nouméa pour s'assurer du sort des 5 500 ressortissants polynésiens vivant en Nouvelle-Calédonie. Affilié lui aussi au R.p.r., il s'est engagé à garantir la sécurité de ses concitoyens. Puis il a demandé la création d'un « Front commun des territoires français du Pacifique » contre le gouvernement accusé de « brader l'outre-mer ».

Reprenant une idée de Toubon, il s'est même déclaré favorable à l'organisation d'une grande manifestation de l'opposition à Paris. Quand s'arrêteront l'outrance et l'irresponsabilité de la droite ? Toujours est-il qu'au sein même du R.p.r. les orientations prises par Chirac ne font pas l'unanimité. Pierre Gascher, député de la Sarthe, spécialiste de la Nouvelle-Calédonie et favorable à l'indépendance de ce territoire, a envoyé sa démission à Jacques Toubon. « Certaines déclarations m'ont beaucoup choqué de la part d'un parti qui se réclame du général de Gaulle », explique-t-il. Il rejoint dans l'honnêteté intellectuelle Olivier Stirn et Bernard Stasi, seules personnalités d'opposition qui ont pris des positions de modération et de responsabilité dans l'affaire calédonienne. De son côté, il y a belle lurette que la droite chiraquienne a substitué à la hauteur de vue du gaullisme la stratégie de la tension. La Nouvelle-Calédonie en fait malheureusement les frais. ●



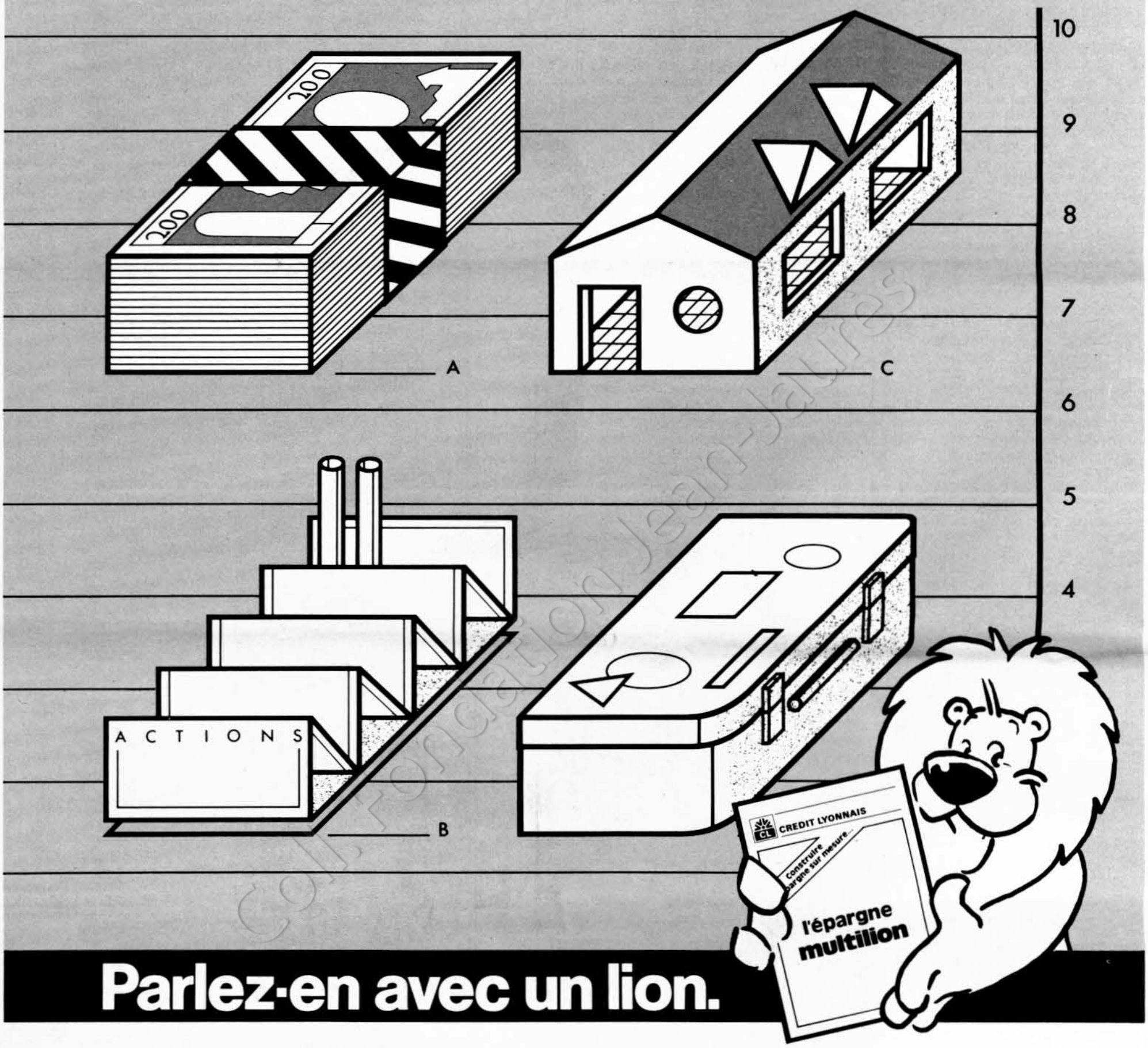
Bernard Pons et Jacques Lafleur, à Nouméa.





Obsèques des dix Canaques tués à Hienghene.

L'épargne multilion : votre épargne sur mesure.



Parlez-en avec un lion.

L'épargne est une chose sérieuse et parfois compliquée. Pour chaque individu, cela implique un choix selon ses objectifs et les possibilités qui lui sont offertes.

Parce qu'il existe aujourd'hui de nombreuses solutions d'épargne différentes.

Parce que chacun peut les moduler à sa convenance.

Le Crédit Lyonnais a créé **l'épargne multilion : l'épargne multilion,** c'est une épargne sur mesure.

Un dossier pour construire votre épargne sur mesure.

L'épargne multilion vous donne toutes les informations nécessaires sur les différents produits d'épargne disponibles, en même temps qu'il vous fournit les grilles d'évaluation permettant d'ajuster vos objectifs aux différentes formes de placement.

Pour vous procurer ce dossier, demandez-le au Crédit Lyonnais : il vous sera remis gracieusement.

CREDIT LYONNAIS

LE PARTENAIRE DE VOTRE AVENIR

INTERMARCO-CONSEIL

Fondation Jean-Jaurès

STASI: UNE CHANCE POUR LA DROITE...

Il plaide pour une société plurielle s'appuyant sur le dialogue des cultures, et affirme que l'immigration est une chance pour la France. Il paraît qu'il est de droite, il s'appelle Bernard Stasi

PAR MARTINE DUCOUSSET

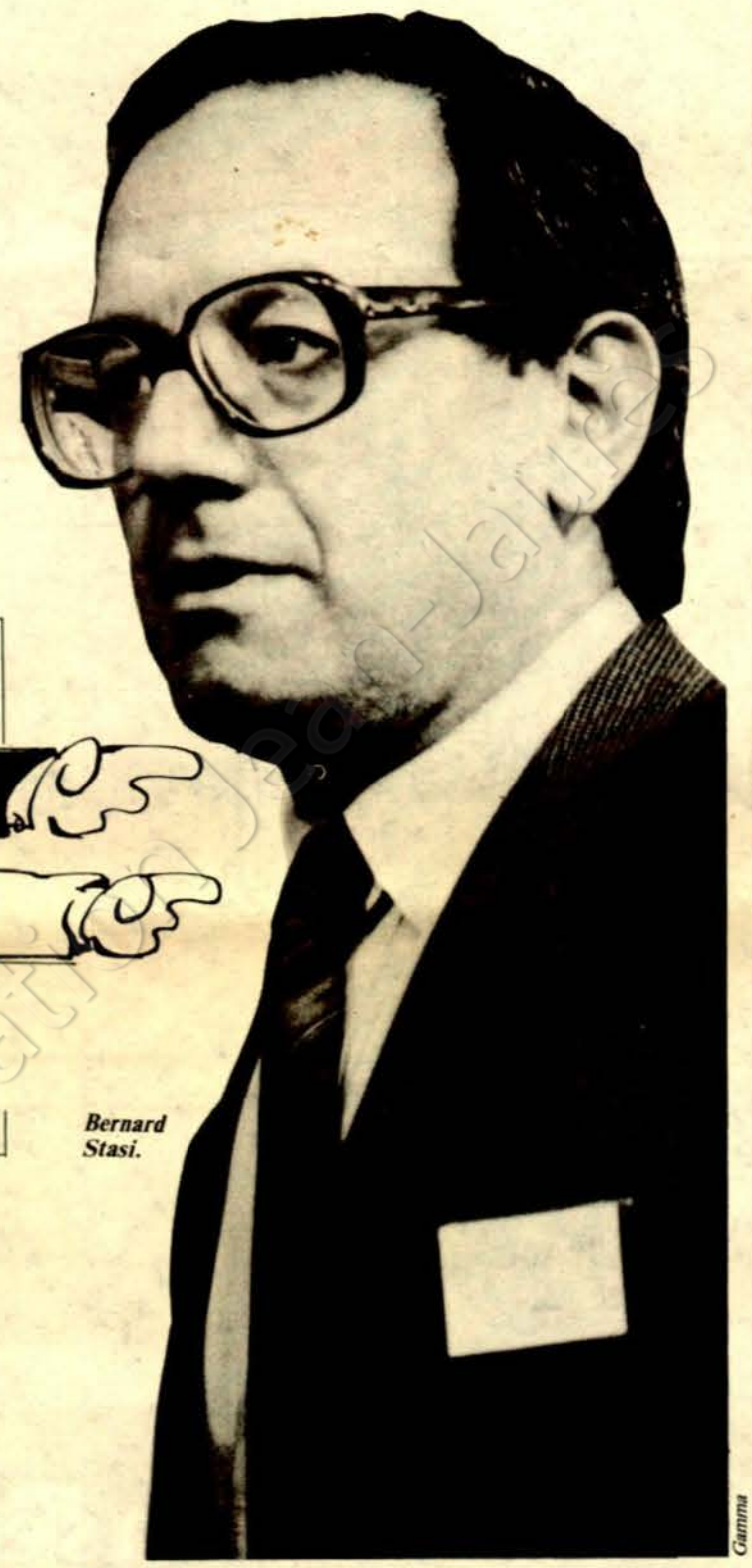
LE pire, c'est qu'ils n'ont même pas honte. Ambassadeurs de la haine, missionnaires de l'intolérance, ils insultent sans rougir, invectivent sans remords. Ils sont de droite, et pensent à droite. Alors, pensez ! quand un président de la République se mêle de gracier, la veille de Noël, un métèque, ils se déchaînent. Et font donner, comme d'habitude, la grosse artillerie.

Le pompon, cette fois-ci, revient sans conteste à la Fédération professionnelle indépendante de la police (F.p.i.p.) qui déclare, en toute simplicité, avoir éprouvé « un sentiment de révolte et de dégoût en apprenant la mesure de grâce dont bénéficie le truand franco-algérien Toumi Djaïdja ». Décidément, certains parviennent à faire reculer chaque jour les limites du détestable... Toumi, le « truand » stigmatisé par la F.p.i.p., c'est le jeune président de S.O.S. Minguettes, l'un des organisateurs de la marche des Beurs de 1983. Toumi, le héros, le symbole de cette marche, que François Mitterrand avait reçu à l'Elysée avec quelques-uns de ses amis. Toumi, arrêté cette année pour un hold-up qu'il a toujours nié avoir commis, et condamné, d'abord par le tribunal de Saint-Etienne, puis par la cour d'appel de Lyon. Deux ans de prison, dont neuf mois avec sursis. Un verdict qui avait désespéré tous les proches du jeune homme.

François Mitterrand, usant du droit que lui offre la Constitution, a donc gracié Toumi. Un geste courageux, le geste d'un homme de bonne volonté. La droite, immédiatement, en profitait pour monter au créneau. Le Front national, bien sûr — mais ça c'était couru d'avance Après avoir qualifié la mesure de « scandaleuse », le parti de Jean-Marie Le Pen s'interrogeait : « Comment accroître la sécurité quand le président de la République lui-même donne le mauvais exemple ? » Et poursuivait : « Celui qui se conduit en fait comme chef du Parti socialiste manifeste une préférence pour ce genre de délinquant (...) mais le Front national préfère les policiers et les victimes aux truands et aux délinquants. »

Après le Front national, les autres. La Ligue nationale contre le crime et pour l'application de la peine de mort : « Cette grâce éhontée est un camouflet pour la magistrature, la police, des emprisonnés bien moins coupables, qui n'ont sans doute que la tare d'être de souche française. » Le Syndicat indépendant de la police nationale (S.i.p.n.) : « Cette grâce est un désaveu cinglant infligé à tous ceux qui sont chargés de la sécurité des personnes et des biens, policiers et magistrats. Après Knobelspiess et bien d'autres, Toumi Djaïdja; les Français apprécieront. » L'association professionnelle des magistrats (A.p.m.) : « Cette mesure est un désaveu intolérable à l'encontre des juges et à l'encontre d'une décision de justice qui vient à peine d'être rendue. »




Bernard Stasi.

Gamma

Triste litanie. Un déferlement verbal aux relents de racisme, qui n'a d'ailleurs pas seulement été le fait de ceux dont on connaît les positions extrémistes. Un Michel Noir n'a-t-il pas qualifié la grâce présidentielle d'« erreur grave aux effets pervers ? » Et le député du Rhône d'expliquer : « A un moment où les citoyens sont inquiets face à l'insécurité et devant les difficultés rencontrées par les forces de l'ordre, la décision de François Mitterrand risque d'être perçue comme un désaveu à l'égard des policiers. Cette décision aura des conséquences sur l'autorité de ceux-ci et sur leur moral. Comment, demain, la police remplira-t-elle sa mission dans l'Est lyonnais où sont installés Toumi et les siens, alors que vient d'être instaurée une sorte de zone franche, un périmètre de « non-droit » ? »

Rien que ça. Ils ne le disent pas tous clairement, mais ils le pensent tous franchement : immigration = délinquance = insécurité. Et vivent les amalgames hâtifs et douteux ! Un seul homme, dans l'opposition, s'est félicité de la libération de Toumi. Un homme qui a eu le courage d'affirmer que la mesure présidentielle était une « grâce politique » qui ne pouvait qu'aider à « apaiser les esprits ». Un homme qui a eu le culot de mettre publiquement en cause Jean-Marie Le Pen et ses amis en regrettant qu'ils « contribuent à passionner le débat ». Cet homme, l'un des rares politiciens fréquentables à droite, est député-maire C.d.s. d'Epernay. Il s'appelle Bernard Stasi.

« Oui, la France d'aujourd'hui est en face de l'islam. Des communautés, de plus en plus françaises par leur citoyenneté, en confessent la foi. Celle-ci leur apporte une vision de la vie dont ils transcrivent peu à peu les données dans la culture de notre pays. Nous verrons sans doute des minarets de mosquées se dresser à côté des clochers de nos églises sur l'horizon de nos paysages. Et alors ? » L'auteur de ces lignes ? Bernard Stasi. Celui qui se présente comme un immigré de la seconde génération — père espagnol, mère née à Cuba — vient de publier un livre remarquable, au titre éminemment provocateur par les temps qui courent : « L'immigration : une chance pour la France (1). » Sans même un point d'interrogation. Le Pen, Chirac et tous leurs petits copains doivent en avoir des boutons...



Est-ce une pierre dans leur jardin lorsque Stasi dénonce « ceux qui exploitent délibérément, pour conforter leur influence politique, les difficultés vraies et les inquiétudes plus ou moins justifiées, ceux qui exacerbent les passions, ceux qui n'hésitent pas à réveiller les instincts les moins nobles dans les profondeurs de l'âme française » ? Sans doute. Toujours est-il que le maire d'Epernay, lui, ne se rangera jamais dans cette catégorie-là.

Stasi ne joue pas à l'autruche. Il sait que certains problèmes liés à l'immigration sont réels, et il le dit. Il reconnaît par exemple qu'il n'habite pas aux Minguettes ou dans la Z.u.p. d'Epernay, et que « ce serait une attitude de lâcheté que de laisser à certains l'expérience éprouvante de la promiscuité réelle en gardant pour soi la satisfaction confortable de l'humanisme tolérant ».

Mais il veut aussi combattre un certain nombre d'idées reçues. Non, le départ d'un immigré, ce n'est pas un chômeur français en moins. Non, les travailleurs immigrés n'aggravent pas le déficit des budgets sociaux. Non, les immigrés ne sont pas responsables de la délinquance. Seulement, si ces idées ont pu faire leur chemin — avec l'aide ô combien précieuse de certains hommes politiques —, c'est parce que la France contemporaine a du mal à « accepter les différences ». Et qu'en ces temps de crise un bouc émissaire, surtout d'origine maghrébine, lui permet de conjurer ses peurs.

Ce que propose Stasi ? Une véritable politique d'insertion, passant d'abord par « des options très concrètes sur le logement, l'école, l'expression culturelle ». Et « l'élaboration, suivant une procédure exceptionnelle associant majorité et opposition, d'un programme pluriannuel pour l'insertion des immigrés. » Avec, bien entendu, consultation des différentes communautés immigrées sur ce programme.

Insertion, et non assimilation. Pour Bernard Stasi, il faut respecter « le droit à la différence des immigrés ». Bâtir une « société plurielle » s'appuyant sur un « dialogue des cultures ». La voilà, la chance de la France. Le défi que lui lance l'immigré qui a choisi de vivre sur son sol. Un immigré « témoin de notre capacité à la tolérance, à l'ouverture, à la remise en cause de nous-mêmes ». Ce défi, il faut le relever. Parce que « faire de la présence effective de 4 millions d'immigrés dans notre pays une présence acceptée comme un fait irrévocable et dynamique est l'un des enjeux les plus importants auxquels la nation se trouve confrontée en cette fin du XX[e] siècle ». Bernard Stasi ? Un homme que n'importe quel Beur prendrait volontiers en auto-stop... ●

(1) « L'immigration : une chance pour la France », par Bernard Stasi, Robert Laffont.



Tiens! On s'équipe. La CAECL fait travailler notre argent.

Ramassage des ordures ou tribunes de stade, crèches ou aéroports, équipements hospitaliers ou transports scolaires, les collectivités locales, votre commune, votre département ou votre région ont toujours besoin de fonds pour financer de nouveaux équipements.

La CAECL, établissement public géré par la Caisse des dépôts, leur prête ces fonds qu'elle réunit en faisant appel à l'épargne publique, suivant 2 types d'emprunt obligataire :

- un emprunt permanent CAECL "Régions de France", le seul emprunt auquel vous pouvez souscrire à tout moment, dans les bureaux de poste, les caisses d'épargne, chez les comptables du Trésor et les agents de change.
- des emprunts CAECL ponctuels, disponibles aux mêmes endroits, mais aussi dans les banques.

Les obligations de la CAECL, un placement sûr et rémunérateur par lequel vous participez à l'équipement des collectivités locales en France.

La CAECL finance les collectivités locales.

CAECL

Coll. Fondation Jean Jaurès

FEN : "ECORNEE" MAIS TOUJOURS SOLIDE

Force ouvrière a pénétré dans le milieu enseignant mais davantage au détriment des petits syndicats que de la Fen à laquelle demeurent attachés les partisans de l'unité syndicale

PAR CLAUDE JADOUL

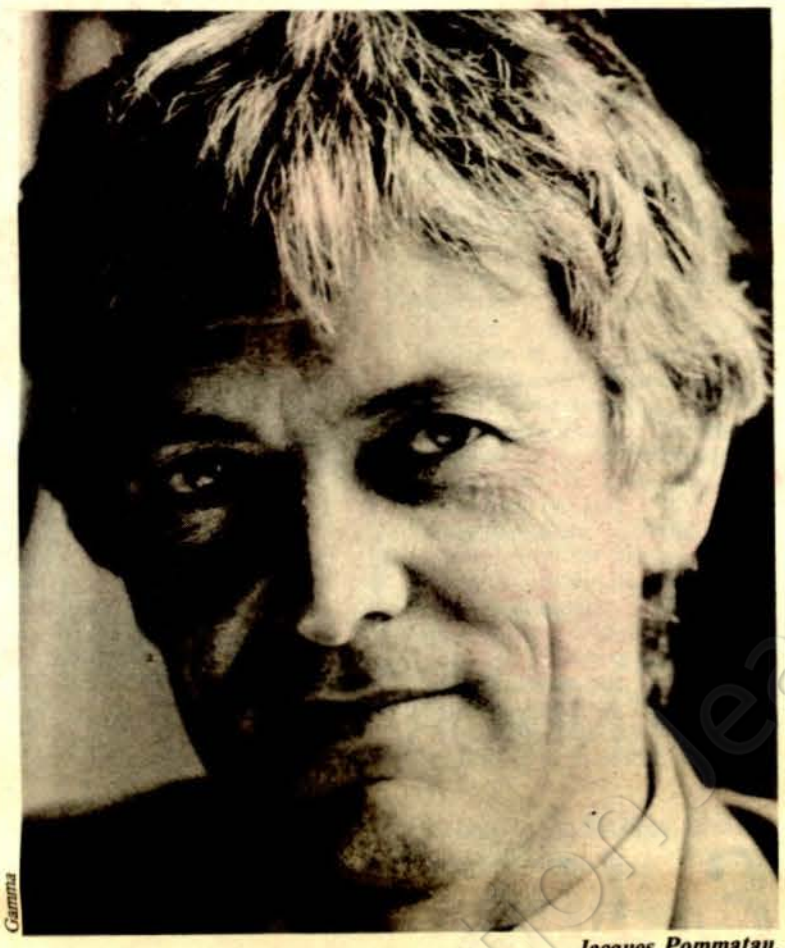
JACQUES Pommatau et ses amis poussent un bel « ouf ! » de soulagement : la Fen a bien tenu face à F.o. lors des élections pour le renouvellement des commissions paritaires du primaire et du secondaire. Le scrutin du 3 décembre, dépouillé depuis le 18 décembre, ne se traduit pas par une « O.p.a. de F.o. sur la Fen ». La centrale de Bergeron mord peu, en définitive, sur la Fédération de l'Education nationale ; elle puise l'essentiel de sa percée relative au détriment de petits syndicats corporatistes : le S.n.c. et le S.n.a.l.c. (très à droite, proche de la C.g.c.) et quelques autres. Et aussi en prenant des voix au S.g.e.n.-C.f.d.t. Mais si tout cela mérite d'être affiné, la réalité reste bien que 60 % des enseignants, toutes catégories confondues, se reconnaissent toujours dans la Fen. Qui reste largement majoritaire dans l'Education nationale. En sièges, le scrutin se traduit en effet, par une hégémonie écrasante des syndicats de la Fen.

Fédérer les conservatismes

Il est clair que, malgré les Cassandre de tout poil, la Fen n'éclatera pas. La C.g.t. avait tellement bien perçu sa solidité qu'elle s'était prudemment abstenue de présenter des candidats. Tout en se réservant la possibilité de mettre sur pied une « structure d'accueil » pour les enseignants si F.o. « mordait » trop sur la Fen. Henri Krasucki doit sans doute se réjouir d'avoir conseillé la prudence dans cette affaire à certains de ses amis... Il est vrai qu'un sondage officieux, effectué auprès des militants du courant « Unité et action », proche du P.c.f., avait été quelque peu décevant : à peine un tiers de syndiqués se déclaraient prêts à rejoindre une organisation de la C.g.t.

C'etait, a contrario, la signification d'un attachement à l'unité. Unité du mouvement syndical et du monde enseignant que la Fen a choisi en 1948, en refusant de rejoindre l'un ou l'autre des frères ennemis, nés de la scission de 1947, la C.g.t. ou F.o. La Fen est donc, de ce point de vue, un symbole sur le terrain syndical. Il était bon qu'elle le demeure.

Cet attachement à l'unité s'est manifesté par une participation-record au scrutin, dans toutes les catégories d'enseignants. On a constaté, en moyenne, une progression du nombre des votants de 5 %. Ce qui a sans doute nui à F.o. et limité les dégâts pour la Fen. C'est ainsi qu'on a vu d'anciens adhérents de la Fen se mobiliser pour elle. Une bonne explication à cela : une large majorité des enseignants préfère, en définitive, continuer à faire confiance à une organisation, critiquée certes, mais qui est la mieux armée face au pouvoir. Un réflexe d'autodéfense. Cela dit, de l'aveu de Jacques Pommatau lui-même, « la Fen sort un peu écornée de l'aventure ». Et peut-être devrait-elle tirer les leçons de l'opération qui a pu être montée contre elle. La Fen vit sur son passé, elle ne mobilise plus guère et, pour tout dire, elle manque surtout d'un projet pédagogique cohérent. La crise de l'école, c'est aussi la crise de la Fen. La direction de celle-ci commettrait une erreur de minimiser les causes de son recul. Même si 70 % des instituteurs et 50 % des professeurs continuent à lui faire confiance, l'enthousiasme n'y est plus vraiment. Côté F.o., on a quelques raisons de se réjouir : son résultat (une fourchette de 10 à 12 %) traduit une irruption dans le monde enseignant. L'analyse des chiffres montre toutefois que la centrale de Bergeron a principalement réussi à fédérer un certain nombre de conservatismes, comme en témoigne l'effondrement des listes corporatistes.



Gamma

Jacques Pommatau.

Un certain ras-le-bol

Il est clair, à cet égard, que le recul du S.g.e.n. accentue ce phénomène. Cette perte de 4 % marque peut-être une inadéquation par rapport à un milieu enseignant où les idées post-soixante-huitardes régressent. Le S.g.e.n. paye sans doute sa position radicale en faveur d'une rénovation et d'une transformation du système éducatif. A l'heure où le discours « d'abord savoir lire, écrire et compter » l'emporte sur la notion « l'école, lieu de vie, le discours du S.g.e.n. passe mal. Qui nierait qu'un certain ras-le-bol des enseignants, leur difficulté d'enseigner tout court ont amené un certain nombre d'entre eux à sanctionner une forme de « laxisme ambiant », ou du moins perçue comme tel ? De ce point de vue, F.o. jouait sur le velours à l'égard du S.g.e.n./C.f.d.t. Et puis, globalement, la C.f.d.t. n'est-elle pas dans le collimateur immédiat de F.o. ?

Bergeron a donc réussi une partie de son pari : affirmer la vocation de F.o. de syndiquer le milieu enseignant, niant le pacte — tacite ou non — de 1947. Dans son esprit, c'est une manière d'engranger sur un nouveau terrain afin d'atteindre son objectif pour la fin de son dernier mandat : redevenir la première centrale française, devant ou ex aequo avec la C.g.t. Sera-t-il tenté d'aller plus loin vers le monde enseignant ? C'est moins sûr, car les liens personnels entre dirigeants de F.o. et la Fen sont vivaces.

Il n'en reste pas moins vrai que F.o. a peut-être surtout travaillé pour le P.c.i. qui s'est fait son instrument dans cette campagne. C'est à partir des militants trotskystes de la tendance F.u.o. (Front unique ouvrier) de la Fen que F.o. a réussi à bâtir l'essentiel de ses listes. Même si ses 3 000 candidats n'appartiennent évidemment pas au P.c.i., celui-ci s'est taillé la part du lion parmi les têtes de liste. Les indications dont on dispose sont, à cet égard, éloquentes.

Pierre Lambert a donné un sérieux coup de main au « réformiste » André Bergeron. En région parisienne, sur six départements, le P.c.i. a « placé » quatre têtes de liste. Et, à Paris même, du numéro 2 au numéro 9, la liste était constituée de militants du P.c.i. ou de membres de l'ex-F.u.o.

Dans l'Yonne, le Pas-de-Calais, le Puy-de-Dôme, le Doubs, les Deux-Sèvres, le Maine-et-Loire, la Haute-Garonne, l'Ain, l'Eure-et-Loir, la Haute-Loire, le Bas-Rhin, la Savoie, les Bouches-du-Rhône, la Seine-et-Marne, l'Ille-et-Vilaine, etc., les têtes de liste F.o. sont allées au P.c.i. Celui-ci va ainsi se payer, à bon compte, un certain nombre de permanents supplémentaires, l'un des buts de la manœuvre. Cela en inquiète plus d'un à F.o. où le côté hyper-stalinien des gens du P.c.i. crispe les militants... et les dirigeants. Toujours est-il que la Fédération F.o. « enseignement et culture » va devoir compter sérieusement avec le P.c.i.



André Bergeron, vu par Coureuil.

Au risque de vous déplaire

VENDREDI 4 JANVIER

A.2. « Chateauvallon », feuilleton de Jean-Pierre Petrolacci et Georges Conchon. Réalisation de Paul Planchon et Serge Friedman. Épisode n° 1 — 20 h 35.

Vingt-six épisodes pour explorer la famille Berg, le « Dallas » à la française. A suivre.

Ciné-Club. Cycle western : « la Rivière rouge », de Howard Hawks — 23 h.

Monty Clift et papi Wayne dans un bijou mythique.

SAMEDI 5 JANVIER

Droit de réponse, émission de Michel Polac : « Nous sommes tous des immigrés » — 22 h 10.

DIMANCHE 6 JANVIER

A.2. « Sous les pavés la banlieue », émission proposée par l'Ina avec la participation des ministères de la Culture et de l'Environnement. Première partie : « Banlieues 89 » — 21 h 35.

La rêverie banlieusarde selon Castro Roland. A ne pas manquer.

F.r.3. Cinéma de minuit. Cycle curiosités : « Cyrano et d'Artagnan » d'Abel Gance — 22 h 30.

Le père de « Napoléon » en visite chez Rostand et Dumas. Délirant.

LUNDI 7 JANVIER

T.f.1. « Préparez vos mouchoirs », de Bertrand Blier — 20 h 35.

Hymne à la phallocratie. Efficace.

A.2. « L'Heure de vérité », — 20 h 35.

F.r.3 « la Cité de l'indicible peur », de Jean-Pierre Mocky — 20 h 35.

Du fantastique social à la sauce Mocky. Détonant.

« Charles Bukowski, folies ordinaires » série de Barbet Schroeder. Emission n° 1 — 23 h 15.

Alcoolo, poète, provocateur et barbu : le Gainsbourg de chez Reagan filmé par l'inventeur de « More ». En vingt-cinq parties.

MARDI 8 JANVIER

A.2. Les Dossiers de l'écran, émission d'Armand Jammot : « Allons z'enfants » de Yves Boisset. Débat : « Regards sur l'armée de papa » — 20 h 40.

L'armée, sa vie, ses mœurs, ses gaietés de l'escadron passés au vitriol.

F.r.3. « Quest-ce qui fait courir David ? » de Elie Chouraqui — 20 h 35.

Un cinéaste en mal d'inspiration et en mal d'amour dragué tout à la fois Nicole Garcia et Anouk Aimée. On le comprend. A voir aussi pour le beau numéro d'acteur de Michel Jonasz.

MERCREDI 9 JANVIER

A.2. « Les cinq dernières minutes » : « Crime sur megaHertz » scénario de Jacques-Pierre Amette ; réalisation de Joannick Declerts — 20 h 35.

Du sang sur les radios libres. Avec Florence Giorgetti.

JEUDI 10 JANVIER

Etoiles à la une : « le Doulos », de Jean-Pierre Melville - 23 h 5.

Film noir à la française avec Bébel au temps de sa splendeur. The Melville touch. Génial.

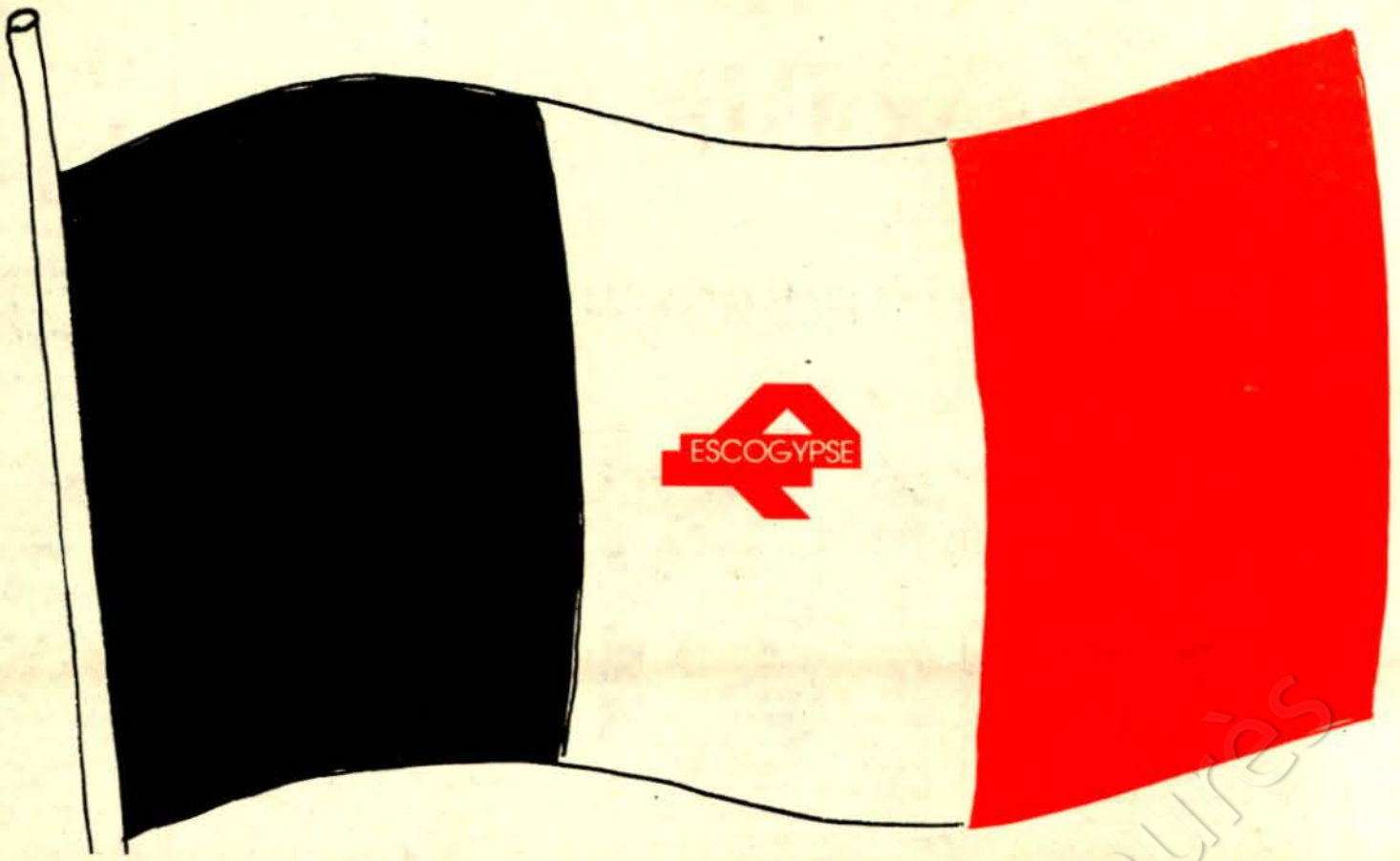
F.r.3. Série Intrigues : «l'Œil du mort », téléfilm de Fabrice Cazeneuve d'après William Irish — 20 h 35.

Un enfant, un œil en plastique, un crime. Avec le démentiel petit Hito Jaulmes qui était le héros de « la Scarlatine » de Gabriel Aghion.

« Femme entre chien et loup », d'André Delvaux — 22 h.

Amours flamandes en temps de guerre. Collaboration, résistance... Un superbe duo assuré par Marie-Christine Barrault et Rutger Hauer.

F. G.



ESCOGYPSE

PLAQUES DE PLATRE ENROBÉES DE CARTON

Enfin, une Plaque de Plâtre Française sur le Marché Français...

Produite par la seule société de fabrication à **capitaux 100% Français**
dans une des usines les plus modernes d'Europe, sur les bords de l'Escaut.

et à des prix... Plus que compétitifs !

Plaques fabriquées selon les spécifications de la norme NFP 72302 - Norme DIN 18180
Classification au feu M1

Pour connaître le nom du négociant habilité le plus proche de chez vous
Téléphonez-nous au (27) 46.47.39

Vous ne le regretterez pas !

FOOTBALL : LE COUP DE BEZ

Fort du soutien (en espèces sonnantes et trébuchantes) de Chaban-Delmas, le potentat local Claude Bez président des Girondins de Bordeaux prétend interdire son stade aux journalistes coupables de ne pas se comporter en supporters inconditionnels de son club. Edifiante suite à la malsaine émulation entre les chaînes de télévision !

PAR PHILIPPE MAQUAT

LA ville de Bordeaux possède une excellente équipe de football, actuellement leader du championnat de France. L'inconvénient c'est qu'à la tête de cette équipe, entraînée par Aimé Jacquet, un homme affable, se trouve un personnage qui l'est beaucoup moins, et qui possède bien peu de chances de faire une deuxième carrière dans les relations publiques. Mais commençons par rappeler les faits d'une affaire grave, car portant atteinte au droit à l'information et au droit de critique de la presse spécialisée.

Le 14 septembre dernier, T.f.1 et les instances dirigeantes du football (Fédération et Ligue représentant les clubs professionnels) signaient un accord donnant à la chaîne présidée par Hervé Bourges une exclusivité sur les retransmissions comptant pour le championnat de France. Le 19 septembre, arguant de cet accord, Claude Bez, président du club, les Girondins de Bordeaux, refusait l'entrée au stade municipal de cette ville à une équipe d'Antenne 2 venue filmer la rencontre Bordeaux-Bilbao comptant pour la Coupe d'Europe. « Ici je suis chez moi et je laisse entrer qui je veux », dit Bez qui, par ailleurs, n'avait pas aimé les commentaires faits sur son club par un journaliste de la même chaîne parti depuis à Canal Plus. Toujours est-il que le ton était donné.

Interrogé le 27 octobre par « l'Equipe-magazine », le même Claude Bez ne donnait pas spécialement dans la nuance à l'occasion de cette interview et déclarait notamment : « Le droit à l'information n'existe pas ; moi vivant Antenne 2 n'entrera pas dans le stade de Bordeaux. » Ou encore parlant de Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité, il ajoutait : « Elle veut me convoquer moi ! Elle marche sur la tête. De quel droit ? C'est une plaisanterie. »



Claude Bez.

Presse Sports

Contestant en outre le droit de critique des journalistes, Bez estime que les membres de cette profession doivent avant tout se comporter en véritables supporters du football et des joueurs de Bordeaux, plus particulièrement. Et tant pis si le spectacle proposé sur le terrain n'est pas à la hauteur. Bonjour la crédibilité du sport-spectacle et l'honnêteté vis-à-vis du lecteur. Admettons-le : cela fait quand même beaucoup pour un seul homme d'autant que celui-ci récidivait le 14 décembre dernier en expulsant de « son » stade un journaliste de R.t.l. Motif : une revue de presse matinale de la station ayant fait allusion à une affaire interne survenue au sein du club lui avait déplu. Edifiant ! Cet homme est dangereux. Claude Bez, par ailleurs à la tête d'un cabinet d'assurances, n'est certes pas le premier président de club à se conduire en véritable potentat local ne doutant pas de son pouvoir.

« La réussite des pauvres est dégueulasse »

Avant lui, le Stéphanois Roger Rocher, qui connut voici peu de graves ennuis avec la justice pour détournement de fonds – la fameuse caisse noire de Saint-Etienne –, ne manquait pas une occasion de démontrer sa force au temps de la splendeur des Verts. C'était dans les années 75. Il imposait alors ses directives à la télévision pour la réalisation de certains reportages favorables à son club ou encore pour la mise en valeur, à l'occasion des retransmissions télévisées, de la presse locale. Laquelle n'avait du reste rien demandé. Fort du soutien de Jacques Chaban-Delmas, maire de Bordeaux, Claude Bez le démocrate, qui estime encore que « la réussite des pauvres est dégueulasse », semble sûr de son fait. Il prétend donc qu'en tant que locataire du stade municipal de la ville (1) il est aussi organisateur de spectacles et à ce titre en droit de laisser entrer qui lui plaît. Rien que cela.

Invité récemment par l'Union syndicale des journalistes sportifs (U.s.j.s.f.), Hervé Bourges a tenu à se justifier. Ou du moins à s'expliquer à propos de cette affaire. Le p.-d.g. de T.f.1, qui est aussi journaliste – il n'a pas hésité à brandir sa carte professionnelle devant ses confrères – ressent parfaitement l'inconfort d'une situation dont il se trouve, bien malgré lui, à l'origine. Il décline cependant toute responsabilité dans l'interdiction faite à certains représentants de la presse de franchir les enceintes des stades, et il a rappelé qu'il n'exerçait aucune rétention sur les images dont T.f.1 s'est assurée l'exclusivité pour 10 millions de francs. Approuvé par la Haute Autorité, il réclame toutefois le strict respect de cette exclusivité et, sauf pour F.r.3 au plan régional, des compensations financières en cas d'utilisation des images par une autre chaîne.

Entre le droit à l'image faisant l'objet d'une exclusivité, celle de T.f.1 en l'occurrence, et le droit à l'information proprement dit existe à coup sûr une marge. Que certains organisateurs, inspirés par l'attitude du président bordelais, n'ont, hélas, pas hésité à franchir en pratiquant ces derniers temps une sélection parmi les représentants de la presse de toute nature. Sélection à laquelle Bernard Tapie – récemment élu M. Communication pour 1984 ! – adhère également. Lorsque bien sûr cela ne sert pas la publicité de l'équipe de cycliste « la Vie claire ».

La gangrène a vite fait son triste travail, et les « bavures » se sont multipliées depuis le coup d'envoi donné par le président girondin. C'était inévitable. Et pourtant, en dépit des dénégations de Claude Bez, la liberté d'informer existe bien ; tellement bien que, reconnue par la Constitution de 1946, elle est mentionnée dans la Déclaration des droits de l'homme. Toutes proportions gardées apparaissent même pour l'U.s.j.s.f. des similitudes inquiétantes entre les théories développées par le président girondin et celles qui ont entraîné l'emprisonnement et la condamnation de Jacques Abouchar à Kaboul.

Il n'en demeure pas moins qu'en la matière un vide juridique subsiste et qu'en l'occurrence cette absence de réglementation pourrait hypothéquer une éventuelle action en justice contre les dirigeants trop zélés. Toutefois, si pour Claude Bez le stade de Bordeaux est un « lieu avec le public » et non un « lieu public », subtile nuance, n'est-ce pas oublier un peu vite qu'il s'agit d'une enceinte municipale et qu'en outre le club reçoit des subsides publics. Et quels subsides puisque la subvention annuelle avouée par Jacques Chaban-Delmas est de 600 millions de centimes. Ce qui, il est vrai, n'a même pas couvert le transfert du joueur portugais Fernando Chalana négocié, l'été dernier, pour 1 milliard 600 millions de centimes !

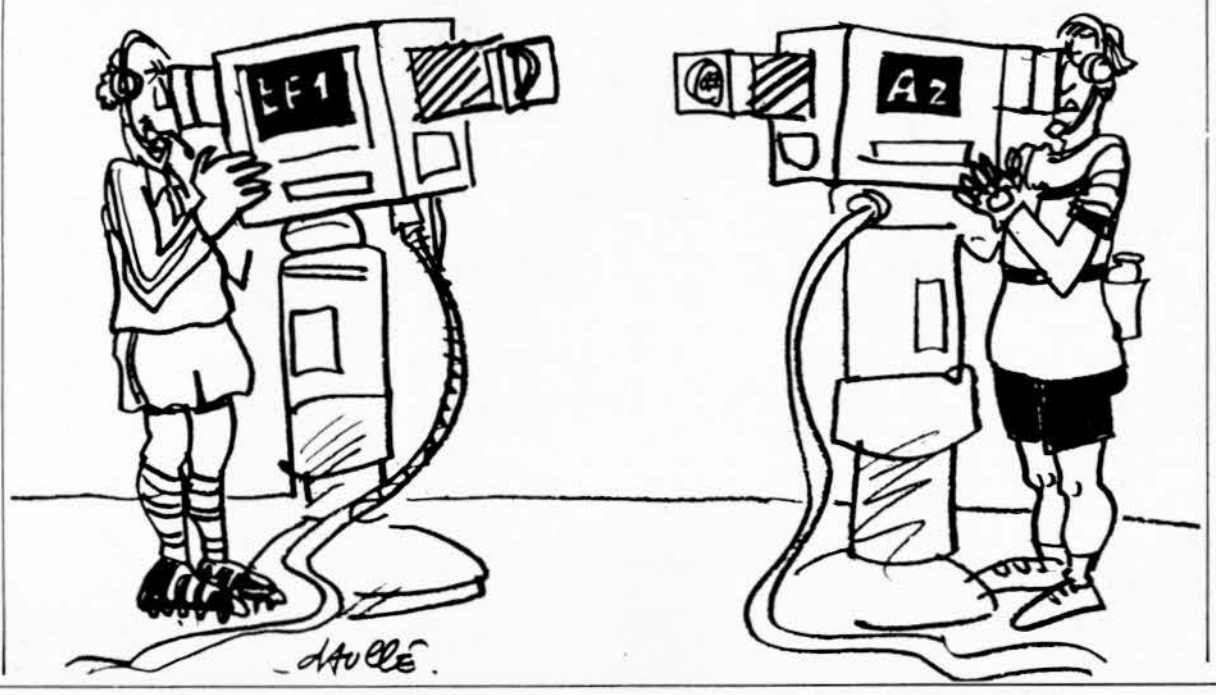
A tout cela, à tout cet argent des contribuables locaux investi dans le club, Claude Bez a-t-il sérieusement réfléchi ? Cela semble douteux. Il reste que cet homme est vraiment dangereux et qu'il urge désormais de se mobiliser afin de le mettre en échec. ●

(1) La location du stade par le club organisateur varie entre 5 et 10 % du montant de la recette réalisée.

Télévision : émulation plutôt que concurrence, disent-ils...

Le débat sur l'avenir des télévisions privées est certes lancé. Reste qu'avec l'accord d'exclusivité passé entre T.f.1 et les instances du football nous sommes, bien sûr, encore loin du système généralisé qui aux Etats-Unis (et au Canada) ne reconnaît pas le droit à l'information, mais seulement les droits de l'acheteur des images.

En donnant l'été dernier une version très spéciale car très nationaliste des jeux Olympiques de Los Angeles, dont tira très vite parti un Ronald Reagan en campagne, la chaîne A.b.c., propriétaire des droits de retransmission, a illustré les failles du système. Du reste Hervé Bourges le sait qui reconnaît : « Je suis contraint à la concurrence, mais je ne la demande pas », se déclarant plutôt favorable à une spécialisation des chaînes du service public, spécialisation qui éviterait la surenchère à laquelle nous assistons actuellement. Il n'empêche que dans la limite de ses pouvoirs la Haute Autorité doit renforcer sa vigilance et prendre des décisions fermes. Comme le prouve l'affaire Bez, les dérapages sont en effet très vite arrivés. Et ils risquent de l'être d'autant plus vite que, histoire de rendre la politesse à T.f.1 et à son exclusivité football, Antenne 2 a signé à son tour un contrat du même type avec la société organisatrice du Tour de France. Si bien que la chaîne présidée par Jean-Claude Héberlé bénéficiera pendant trois ans d'une priorité sur les grandes classiques de la saison cycliste. Non seulement le Tour de France mais encore des courses aussi populaires que Paris-Roubaix, Blois-Chaville, le Grand Prix des nations, le Tour de l'Avenir. Robert Chapatte, chef du service des sports d'Antenne 2, s'est voulu rassurant, expliquant en substance que T.f.1 ne serait pas absente de ces événements à condition bien sûr que la chaîne d'en face traite l'information sous forme de magazines. Par ailleurs, tout comme Hervé Bourges, il a préféré parler d'émulation plutôt que de concurrence. La concurrence, « c'est bon pour les marchands de chaussures qui se battent de chaque côté de la rue », a-t-il dit dans un langage imagé.



GROUPE SOCIÉTÉ CENTRALE DE BANQUE

UNE FÉDÉRATION DE PETITES ET MOYENNES BANQUES AU SERVICE DES PME-PMI ET DES PARTICULIERS

NOTRE EXPÉRIENCE À VOTRE SERVICE

5, BOULEVARD DE LA MADELEINE
75001 PARIS – TÉL. 261.51.30

SOCIÉTÉ DE BANQUE DE BOURGOGNE
42, rue Denon – 71000 CHALON-SUR-SAÔNE
SOCIÉTÉ DE BANQUE MIDI-PYRÉNÉES
1, rue Abellan – 09300 LAVELANET
SOCIÉTÉ DE BANQUE DU NORD
81, bd de la Liberté – 59800 LILLE
SOCIÉTÉ DE BANQUE DE NORMANDIE
22, place Jules Ferry – 76600 LE HAVRE
SOCIÉTÉ DE BANQUE DE PROVENCE
76 bis, cours Lafayette – 89000 TOULON

Également à Agen, Aix-en-Provence, Beaune, Bordeaux, Bormes-les-Mimosas, Caudebec-en-Caux, Dijon, Hyères, La Londe, La Seyne-sur-Mer, La Valette-du-Var, Le Havre, Le Luc-en-Provence, Lillebonne, Louhans, Lyon, Marseille, Nantes, Nice, Nîmes, Pau, Roubaix, Rouen, Toulouse, Valence, Villeurbanne, Région Parisienne.

STUDIO 44

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

.la création
.la gestion
.l'organisation
.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

LA DEFENSE CEDEX 07
TOUR EUROPE - 92080 PARIS
TEL : 778.16.60 TELEX : 610579

Conditions spéciales aux discothèques de prêt

VENTE PAR CORRESPONDANCE DE DISQUES CLASSIQUES D'OCCASION PARFAIT ETAT

Demandez l'envoi gratuit de nos listes mensuelles

DISQUES NEUFS EN SOLDE

ACHAT A DOMICILE DE VOS DISQUES CLASSIQUES

EUPHONIE
B.P. 123 - 77003 MELUN CEDEX
Téléphone (6) 068.73.05

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Un des plus grands emprunteurs de France

CNT

Finance les investissements des Télécommunications

20, avenue Rapp - 75341 Paris Cedex 07 - ☎705.94.39

Informations médicales

PAR PIERRE-YVES POINDRON



Viva

GREFFES

Un espoir — encore fragile — dans les maladies génétiques

Une équipe de chercheurs américains, de l'université de Californie, se propose de pratiquer des « greffes » de gènes sur des malades atteints d'une grave maladie due à une déficience génétique. Ces malades souffrent d'une affection rénale et de symptômes neurologiques importants. On sait désormais à quoi les attribuer : à l'absence d'un gène qui commande la production d'une substance au nom un peu compliqué, l'hypoxantine phosphoribosyltransferase. Ce gène a été isolé. Il s'agit de pallier sa défaillance. Mieux, de l'introduire dans les cellules de la moelle osseuse. C'est ce que veut tenter l'équipe du Dr Friedmann, vraisemblablement sur des enfants particulièrement touchés par la maladie.

L'opération retient l'attention de tous les chercheurs américains. D'abord, parce que ce sera l'une des toutes premières tentatives de ce genre, utilisant les techniques du génie génétique chez l'homme. Ensuite, parce qu'elle pose de nombreux problèmes éthiques. Rien ne permet en effet d'être sûr de l'efficacité du traitement. Un autre transfert de gènes, alors interdit par les autorités américaines, a échoué il y a quatre ans et avait attiré sur son auteur les foudres de la communauté scientifique tout entière. Enfin, les risques, au moins théoriques, sont grands : les gènes seront introduits dans les cellules par des virus dont rien ne permet d'affirmer qu'ils ne se combineront pas de façon fâcheuse à l'A.d.n. receveur.

Il faudra donc soupeser les avantages et les inconvénients pour le malade de ce traitement. Le Dr Ted Friedmann devra recueillir l'accord de plusieurs comités d'éthique ou de contrôle. Il a reçu celui du comité local d'éthique, il lui faut maintenant l'aval de l'organisme chargé de la recombinaison d'A.d.n. et de la très sévère « Food and Drug Administration. » Si la tentative a lieu et si elle réussit, c'est une étape considérable dans la médecine et la recherche qui sera franchie. Tout le problème sera de suivre le fonctionnement des gènes « greffés » et de contrôler le virus « transporteur ».

ALCOOL

Maman boit, bébé trinque

Des vitamines, oui. De l'alcool, non ! Pour le foetus, c'est une catastrophe. Il n'est guère à l'abri d'une bouteille en trop, et son taux d'alcoolémie grimpe aussi haut que celui de sa mère lorsqu'elle boit, car l'alcool passe la barrière placentaire aussi facilement qu'il passe dans le sang. Quand maman boit, c'est bébé qui trinque.

Retard de la croissance intra-utérine, microcéphalie, malformations viscérales, malformations du tronc, malformation faciale et atrophie cérébrale, « le Généraliste », bi-hebdomadaire médical, dresse de la situation un tableau alarmant. Souvent, ces symptômes frappent davantage au fur et à mesure des grossesses. Ils ne frappent heureusement pas les enfants de buveuses occasionnelles, même si ceux-ci peuvent accuser un déficit pondéral à la naissance.

Toutes les anomalies décrites ne sont pas irréversibles, tout dépend évidemment du tableau clinique ; mais l'avenir de ces enfants peut-être compromis, même si leurs facultés intellectuelles et physiques ne sont pas atteintes. Beaucoup d'entre eux sont voués à l'échec scolaire ou à des troubles du langage, ce sont des enfants instables, irritables.

Contrairement à une idée reçue, la relation mère enfant est généralement bonne si elle s'est instaurée dès la naissance : « Il n'y a pas plus de mère maltraitantes parmi les femmes alcooliques que parmi les femmes non alcooliques. » Enfin, les enfants de ces enfants seront normaux, pourvu que l'alcool ne s'en mêle pas encore une fois. L'alcoolisme et ses séquelles ne sont pas héréditaires, ils se transmettent. Et là, on retrouve l'influence du milieu.

ENFANTS

Ils ont tous quelque chose aux dents

Les dents sont-elles révélatrices de l'état de santé de l'enfant ? On espère que non. Une enquête réalisée par la Fédération nationale de la mutualité française auprès de 13 500 écoliers sur leur état de santé bucco-dentaire a surpris tout le monde, médecins, parents, enseignants : 80 % des enfants de six à neuf ans ont au moins une dent cariée, et pour plus de la moitié d'entre eux cette carie se porte sur une dent définitive. Beaucoup ont plus d'une dent définitivement gâtée, et chez 10 000 d'entre eux il aurait fallu l'extraire. Mais le mauvais état des dents de leurs enfants ne semble pas préoccuper outre mesure les parents ; seuls la moitié d'entre eux ont jugé nécessaire de faire appel à un dentiste !



Gamma

Jean Bernard.

L'état de santé bucco-dentaire est assez révélateur de l'environnement socio-culturel, puisque l'enquête laisse apparaître de notables disparités entre les régions où elle a été menée. Mais il est surtout révélateur de négligence. On ne passe pas facilement chez le dentiste, reculant ce moment jusqu'aux premiers maux de dents, lorsqu'il est trop tard.

La campagne « Premutam » aura quand même été bénéfique puisqu'après l'enquête le nombre des caries a nettement baissé. Dans des proportions non négligeables. Elle aura coûté 62 millions de francs. La prévention le mérite bien.

ADOS

L'équilibre par la B6

On a un peu tendance à négliger l'apport en vitamines. Erreur ! L'exemple de la vitamine B6 est assez démonstratif à cet égard. La vitamine B6 est assez peu connue du grand public. C'est sans doute parce qu'elle n'intéresse qu'une moitié de l'humanité. La vitamine B6 joue un rôle en effet dans le développement des adolescentes. Hormones sexuelles chez la jeune fille et vitamine B6 seraient liées, c'est pourquoi sa carence entraînerait des déséquilibres harmonaux.

On sait que l'adolescence se traduit bien souvent par une grande tension nerveuse, une tendance à la dépression, à l'agressivité, dues à un excès d'hormones, mais aussi à un manque de cette fameuse vitamine. Or, c'est précisément à ce moment de leur vie que les adolescentes adoptent un « style » de vie qui les conduit à mal s'alimenter, à s'alimenter à la « va-vite » de plats tout préparés.

Elles se privent donc d'une substance qui joue un rôle dans la production de sérotonine et de dopamine dont l'influence sur le psychisme semble démontrée. Par ailleurs, la B6 libérerait l'hormone de croissance et les hormones stimulant l'ovulation.

Des études en Suisse ont montré que sur une centaine de jeunes filles venues consulter pour les troubles menstruels, beaucoup avaient une carence en B6. Un apport de cette vitamine... et le cycle se trouve régularisé, les symptômes propres à la puberté (fatigue, instabilité, malaise) se trouvent soulagés. Les jeunes femmes enceintes présentent également les mêmes besoins de cette vitamine.

La vitamine B6 ou pyridoxine se trouve notamment dans la levure, les germes de blé ou les pommes de terre. Dans tous les cas, l'équilibre est dans l'assiette, suffisamment riche et équilibrée.

LEUCEMIE

Le Pr Jean Bernard a les mots pour la dire

Souvenez-vous. Au mot de « rémission », la famille se taisait, partagée entre l'espoir et l'angoisse. L'horrible mot que celui de « rémission » qui laissait penser qu'inéluctablement — dans six mois, un an, deux ans — l'enfant mourrait, vaincu par une rechute, cette fois irrémédiable ! Un premier pas pourtant venait d'être franchi ; c'était peu de temps après la Seconde Guerre mondiale. Un premier pas, timide... encore précaire. Le diagnostic de « leucémie » était encore un diagnostic de mort. Puis, on a parlé de guérison. C'était en 1969, la première rémission devenait définitive. On osait à peine y croire. Trois ans plus tard, Myriam battait un record de natation... puis menait une vie normale. La maladie enfin ne courrait plus vers une issue fatale. L'espoir naissait. Aujourd'hui la leucémie évolue favorablement chez 60 % des enfants qui en sont atteints.

Dans son dernier livre, « l'Enfant, le sang et l'espoir », (Buchet-Chastel) le professeur Jean Bernard retrace la longue marche de ces combattants opiniâtres, médecins, chercheurs, biologistes, infirmières, parents, qui ont refusé de baisser les bras au chevet de petits malades, autrefois condamnés. Jean Bernard consacre de très belle pages à ces combattants, humbles ou illustres, qui, tous, donnent cette leçon d'éthique — la seule peut-être recevable de nos jours — fondée sur la persévérance et la recherche.

Jean Bernard trouve les mots qu'il faut pour parler de ce combat, des espoirs qu'il suscite, des déceptions qu'il provoque. Aucune simplification, aucune grandiloquence, l'auteur réussit ce tour de force d'écrire un livre simple sans vulgarisation simplificatrice. Un livre chaleureux qui fait toute sa place à ceux concernés au premier chef par les progrès de la thérapeutique : les enfants et leurs parents. Jean Bernard ne craint pas de le dire, il n'y a pas de médecine sans technique, mais la médecine est aussi un acte d'amour.

Il faut lire ce livre pour comprendre le chemin parcouru sur cette crête étroite entre la recherche fondamentale et ses applications thérapeutiques. Peu à peu se mettent en place les pièces d'un puzzle où se dessinent les mécanismes secrets de la cellule, ses dérèglements, son autorégulation. Un puzzle établi à coups de théories prémonitoires ou d'erreurs fécondes, de dogmes subvertis ou d'audacieuses tentatives. Au bout du compte, l'espoir. On ne citera que deux découvertes fondamentales : celle des oncogènes qui permettra peut-être d'organiser la prévention ; celle des anticorps monoclonaux qui permettront peut-être de combattre sélectivement les cellules malades. En attendant, les traitements classiques de la leucémie, qui ont fait leurs preuves, sont loin d'être abandonnés. Eux aussi progressent, eux aussi contribuent a l'approfondissement des connaissances.

Pour la première fois dans son histoire, l'humanité est en passe de vivre sans cette épée de Damoclès que sont les grandes maladies incurables, désarmantes. La leucémie était de celles-ci. Elle aura « tour à tour été décrite, comprise, traitée, prévenue ». Elle est en passe de « disparaître comme ces grandes maladies du passé que seuls les historiens aujourd'hui étudient. » Jean Bernard nous le laisse espérer avec cette prudence qui fait les grands chercheurs.



Viva

GUERRE DES ETOILES LES RAISONS DU PLUS FAIBLE

PAR DANIEL MITRANI

LA course aux armements, ce n'est pas seulement la militarisation de l'espace. On a trop tendance à l'oublier, à la veille de la nouvelle négociation soviéto-américaine.

Ronald Reagan et son ministre de la Défense ont bien envie d'installer des barrages antimissiles dans le ciel des Etats-Unis. Satellites farcis d'armes à laser et faisceaux de particules, missiles antimissiles, véhicules miniatures tueurs de satellites... une série de Ligne Maginot de l'espace. Ce projet a de quoi séduire dans un pays où on rêve toujours de nouvelle frontière. Mais, comme dirait M. Prudhomme, un tel bouclier pourrait bien n'être qu'un sabre de bois.

Si les Américains s'y engageaient, ils y consacreraient pendant plusieurs décennies des sommes astronomiques (c'est le mot), ce qui les empêcherait un peu plus de s'attaquer sérieusement aux problèmes de plus en plus brûlants de la pauvreté chez eux et dans le tiers monde, ou des relations monétaires et commerciales avec leurs alliés européens. D'où, avec ces derniers, des tiraillements de plus en plus aigus que certains entendent bien exploiter, comme en témoigne déjà la sollicitude manifestée fin 1984 chaque fois qu'un dirigeant soviétique a rencontré un homologue européen.

Et tout cela pour un programme dont la mise en œuvre ne serait même pas dissuasive vis-à-vis de l'Union soviétique, que cette dernière entreprenne ou non de dresser ses propres barrières. Les plus optimistes estiment, en effet, que les barrages de l'espace pourraient arrêter 90 % des missiles de l'autre superpuissance. Or, en matière de dissuasion nucléaire « du fort au fort », 90 % ou zéro ce n'est pas tellement différent. Quand celui d'en face dispose d'environ dix mille têtes nucléaires, les 10 % qu'il parviendrait à vous livrer à domicile, c'est plus qu'assez.

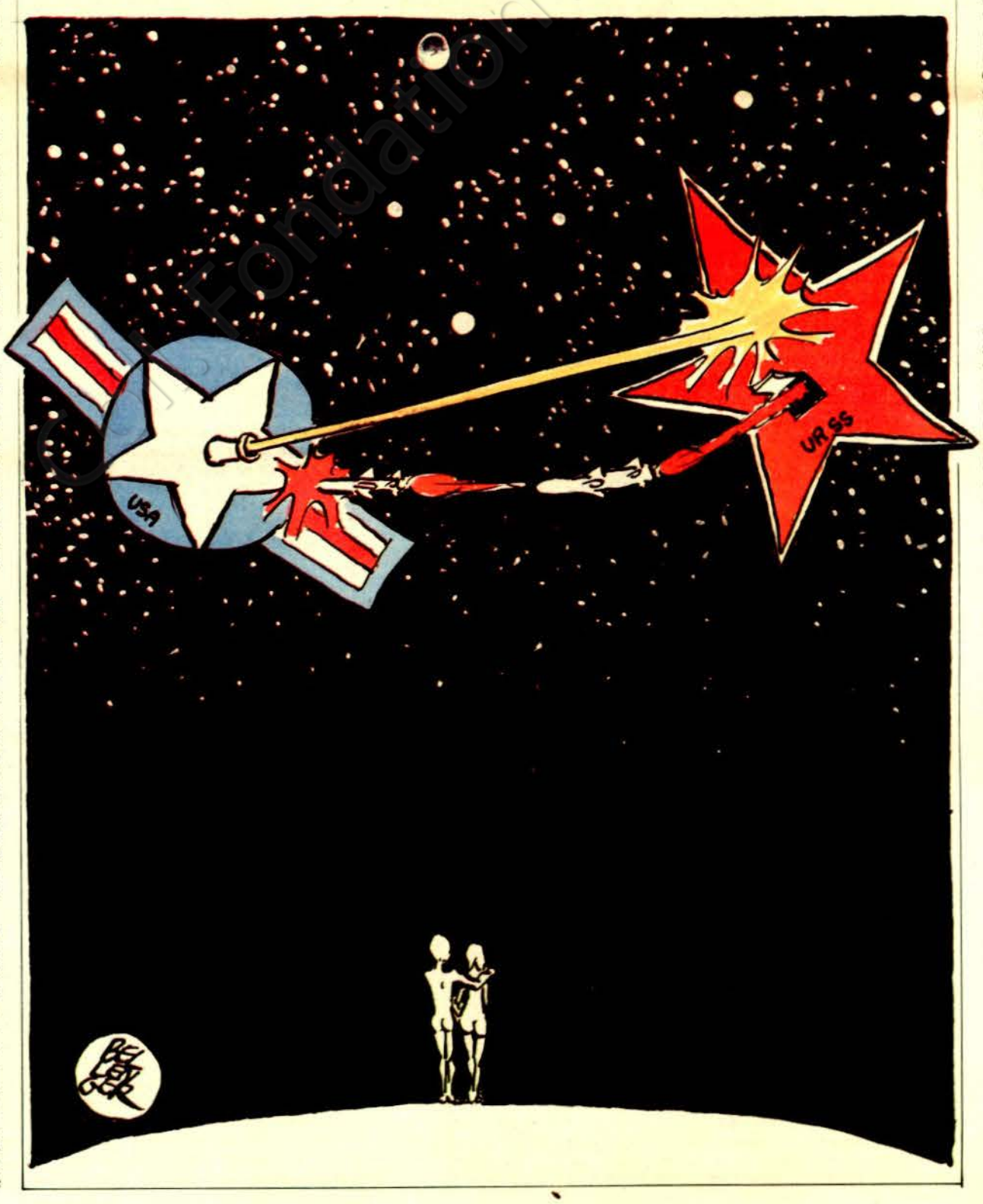
Cependant, pour que la menace de ces 90 % ne risque pas d'être prise à la légère, les Soviétiques chercheraient à améliorer les qualités de leurs projectiles et des véhicules porteurs, à multiplier les projectiles factices. Ce qui obligerait les Américains à sans cesse se moderniser et se renouveler. La course serait de plus en plus serrée, ferait de plus en plus appel à des procédés de déclenchement instantané et automatique. Avec le risque accru qu'un jour l'un des deux se dise qu'il est sur le point d'être distancé pour de bon et que c'est le moment ou jamais.

Ces perspectives n'enchantent guère les Européens et leurs alliés objectifs à travers le monde entre autres la Chine et le Vatican. Les Américains en tiennent compte, d'où, par exemple, les bémols annoncés par Reagan lors de la visite de Margaret Thatcher à Washington, fin décembre. Mais la course à la folie a aussi ses alliés. Aux Etats-Unis, il y a le déroulédisme... et le business. Dans un rapport à l'Union de l'Europe occidentale, le libéral Néerlandais Blaauw évoque les milliards de dollars programmés et note : « Aux Etats-Unis, des projets de cette ampleur deviennent politiquement impossibles à arrêter lorsque les contrats de production sont répartis entre des sociétés disséminées dans l'ensemble du pays, et suscitent par eux-mêmes une opposition intérieur à tout accord éventuel de contrôle des armements. »

Et du côté soviétique, il y a sans doute des hommes qui espèrent que la peur de la guerre des étoiles aidera à escamoter les autres menaces, tout en contribuant à disloquer l'Alliance Atlantique. De tels hommes pourraient bien crier très fort contre la militarisation de l'espace, tout en faisant le nécessaire pour que les Américains s'y lancent : le petit réseau antimissiles, vétuste et dépassé, qui est maintenu près de Moscou, ne serait-ce pas le chiffon rouge que l'on brandit devant le taureau ?

Mais, chez chacun des supergrands, il y a aussi des dirigeants qui pensent qu'une nouvelle course aux armements mènerait à l'épuisement et risquerait d'entraîner vers des crises dont personne ne pourrait plus contrôler l'évolution. Il est possible de prévoir de quel côté penchera la balance. Ce qui semble assuré, par contre, c'est que les Américains feraient un énorme marché de dupes s'ils se lançaient dans l'accentuation et l'accélération de la militarisation de l'espace.

> François Mitterrand dit souvent : « Nous n'allons pas bâtir notre sécurité future en détruisant celle dont nous disposons aujourd'hui. » C'est pourtant ce que le lobby pro-guerre des étoiles voudrait voir les Européens faire sous prétexte que la dissuasion du faible au fort a perdu de sa crédibilité.



Piège pour l'europe

Mais la psychose de la guerre des étoiles pourrait favoriser un autre marché de dupes, dont les victimes seraient cette fois les Européens, et notamment les Britanniques et les Français. Il s'agirait de les amener à renoncer aux systèmes de dissuasion qu'ils possèdent aujourd'hui, sous prétexte que ces systèmes pourraient être un jour dépassés et caducs.

La guerre des étoiles frappe tellement les esprits que sa seule perspective tend à moralement dévaloriser les dissuasions britannique et française, à rendre plus acceptable leur mise sous contrôle puis leur démantèlement. Pas besoin de chef d'orchestre clandestin, les imaginations des uns et des autres battent spontanément la campagne.

On oublie certains détails techniques : le fait par exemple que, les trajectoires et temps de vol étant différents, un barrage spatial — peu efficace contre les missiles intercontinentaux — le serait encore moins contre les missiles de croisière ou les engins qui constituent les forces britannique et française. On tient pour acquis que les Soviétiques dresseraient leurs propres boucliers spatiaux pour répondre à ceux des Américains, ce qui n'est nullement assuré quand on examine les faiblesses « congénitales » de la formule.

Et on nous explique que la stratégie du faible au fort pratiquée par la France et la Grande-Bretagne va perdre sa crédibilité. Jusqu'ici, avec environ deux cents têtes nucléaires à elles deux, chacune de nos deux nations pèse sur l'équilibre des forces, car elle peut causer

© Fondation Jean Jaurès



Margaret Thatcher et Ronald Reagan, à Washington.

A.f.p.



Le nouveau ministre de la Défense soviétique, Serguei Sokolov.

à un surpergrand assez de dommages pour le mettre en état d'infériorité vis-à-vis de l'autre surpergrand. Mais ce serait beaucoup plus difficile dans l'hypothèse des Ligne Maginot de l'espace ; avec sept cents têtes nucléaires (ce dont disposera la France à la fin des années quatre-vingt-dix), il est plus hasardeux de vouloir forcer un barrage qu'avec dix mille.

Tout cela est bel et bon ; il n'en reste pas moins une donnée de base qu'on ne rappellera jamais assez : les éventuels barrages de l'espace ne se mettraient pas en place du jour au lendemain. Certes, le 10 juin 1984, un exercice américain a vu la destruction en vol de l'ogive d'un missile, mais c'était un tir expérimental, réalisé dans des conditions très différentes de celles d'un combat réel. Pour que des boucliers de l'espace soient réellement installés, il faudrait de vingt à trente ans.

Vingt à trente années durant lesquelles l'Europe restera exposée à des menaces qui, elles, sont déjà là : la multiplication des euromissiles, les déséquilibres en armes classiques, l'accumulation des stocks d'armes chimiques. Face à de telles menaces, un double impératif : premièrement, se tenir à ce que l'on a déjà, tout en prévoyant les adaptations nécessaires ; deuxièmement, agir contre les emballement de la course aux armements partout où elle sévit.

Les garanties que l'on a déjà, ce sont pour une bonne part les dissuasions française et britannique. Elles contribuent à ce que l'Europe ne devienne pas un sous-continent, tributaire des arrangements entre supergrands, ou à la merci de leurs tentations de conflits limités sur le sol européen. Cela ne durera pas toujours, mais, pour l'instant, c'est une réalité.



Quant à la lutte contre la course aux armements, elle est partout présente dans l'action de la diplomatie française. Avec trois objectifs majeurs qui traduisent son approche globale, objectifs que rappelait Laurent Fabius devant l'Institut des hautes études de défense nationale, en septembre 1984 : « La réduction de la différence de nature et de quantité entre l'arsenal des deux grandes puissances et celui de la France ; la correction des déséquilibres en matière d'armement conventionnel et chimique ; l'absence de développement de tout système nouveau qui déstabiliserait les fondements actuels de la dissuasion et donc de la paix. »

Relayée et appuyée par l'opinion publique européenne, une telle politique peut marquer des points, mais rien n'est joué. Cependant, que la militarisation de l'espace se ralentisse et se modère ou qu'elle s'accélère et s'exaspère, cela ne changera pas grand-chose à la valeur des dissuasions française et britannique pour les vingt ans qui viennent. Bien sûr il faut préparer l'avenir, mais, comme le dit souvent François Mitterrand : « Nous n'allons pas bâtir notre sécurité future en détruisant celle dont nous disposons maintenant. »

TIERS MONDE: LEUR MORT ET NOTRE ABONDANCE

Claire Brisset, sans effet de manches superflus, dénonce l'insoutenable dans un livre nécessaire «la Santé dans le tiers monde»

PAR PIERRE-YVES POINDRON

UN million de personnes sont actuellement menacées par la famine qui sévit en Ethiopie. La sécheresse, dit-on. Il a fallu des mois pour que les projecteurs des médias se braquent sur l'Afrique de l'Est. La situation ne date pourtant pas d'hier. En 1980, l'Ethiopie était déjà, selon les statistiques de l'Unicef, l'un des pays les plus touchés par la malnutrition. Les rations caloriques y étaient des plus basses ; en 1981, le produit national brut n'était que de 142 dollars par habitant et par an. Le plus bas du monde presque. Encore ne s'agit-il que d'une moyenne. Une moyenne anonyme.

Il y eut le Bangladesh, le Sahel, aujourd'hui l'Ethiopie. Le tiers monde s'enlise. Malgré quelques résultats. De 1970 à 1980, la production alimentaire totale des pays en voie de développement aurait crû de 29 %. Là aussi, il s'agit d'une moyenne. Une moyenne anonyme. Car si certains pays, dits en voie de développement, « décollent », d'autres, les plus pauvres, s'enfoncent. Dans la plupart d'entre eux, les rations alimentaires s'amenuisent, passant en cinq ans, de 165 kilos de céréales par habitant et par an à 155 kilos. « Cette dégradation absolue », dont parle Claire Brisset dans le livre « la Santé dans le tiers monde » (La Découverte), atteint particulièrement l'Afrique. Les stocks fondent tandis que les importations augmentent — elles ont doublé dans le tiers monde en l'espace d'une décennie — ; les prix s'enflamment — ils auraient quadruplé dans le même temps. En 1979, 150 millions d'individus sont morts de faim. Dans l'indifférence quasi générale. Aujourd'hui, 400 à 500 millions sont menacés. Les bonnes âmes ne bronchent pas. Ces chiffres sont anonymes.

C'est sur ce fond de malnutrition, de sous-nutrition à la limite du tolérable que vivent la plupart des populations du tiers monde. Mais pour elles, la faim a un visage. Le visage de ces enfants frappés dès leur naissance des pires carences alimentaires. Ce visage émacié ou bouffi d'enfants qui ne sourient plus, qui ne pleurent plus, seulement modelés par la faim en ce profil désormais connu, qui fait d'eux de petits vieux avant l'âge. Pour eux, le cycle infernal est entamé : ils ne peuvent plus profiter de leur maigre nourriture ; ils n'assimilent plus les protéines nécessaires. Si la faim ne les emporte pas, ils seront la proie des parasites, des virus, des bactéries. Ces enfants ont un nom au Ghana : on les appelle « l'enfant de trop ». Celui qui mange la part des autres.

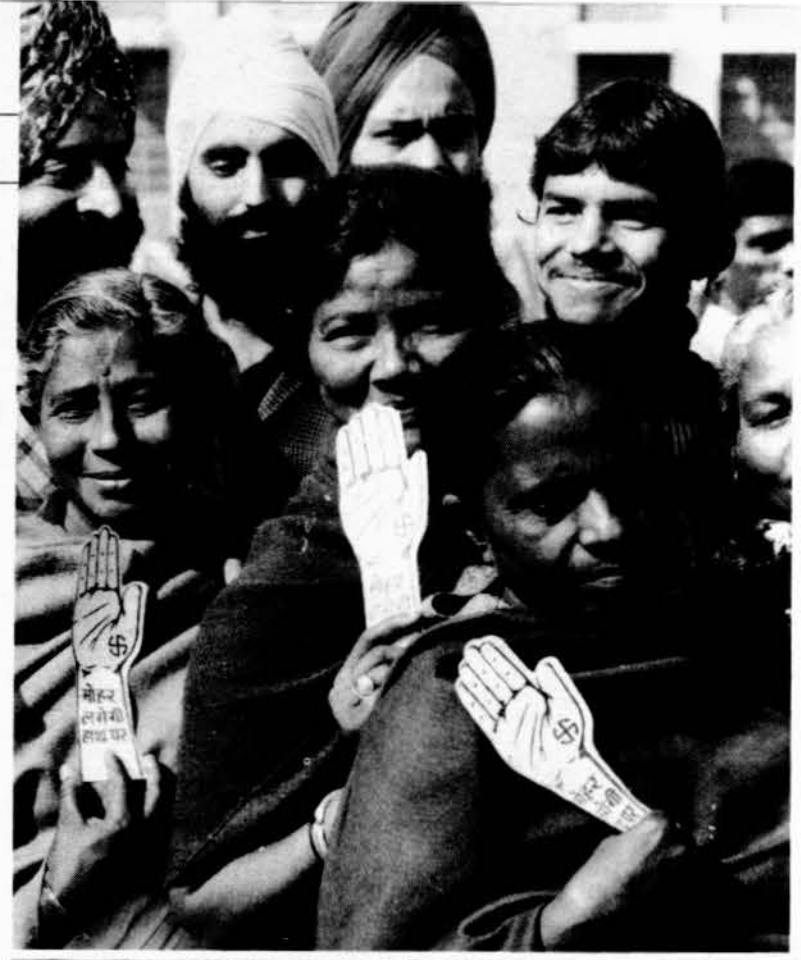
Paradoxe : les gens du tiers monde ne trouvent à manger que ce qui ne les nourrit pas ou mal, des céréales. Il leur faudrait des protéines, ils ne mangent que des tubercules ou des racines, pauvres en ces éléments indispensables à la vie. A cela s'ajoute le manque d'eau, peut-être plus cruel encore. Claire Brisset cite ce chiffre effroyable : deux millions d'individus sont privés de tout accès à l'eau potable.

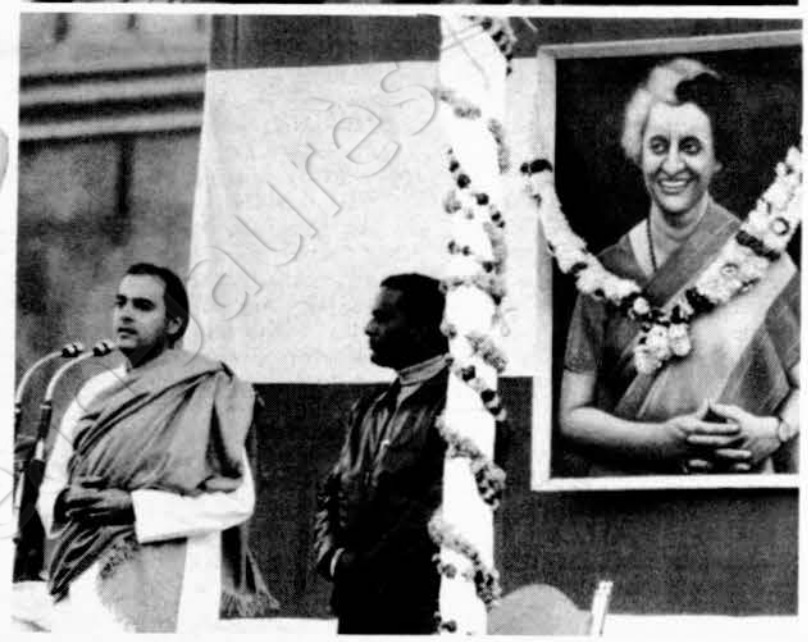
Malnutrition, manque d'eau, sécheresse, production inadaptée, insalubrité, le décor est planté. La santé, telle que la définit l'O.m.s., est un leurre dans le tiers monde. Pour longtemps, si rien n'est fait, la moindre maladie infantile, comme la rougeole, y est catastrophique. A fortiori, les maladies tropicales dont certaines seraient curables. « Seraient ». Car, pour l'instant, et c'est là le principal constat du livre de Claire Brisset, constitué d'articles parus ces dernières années dans « le Monde diplomatique » et « le Monde », les structures curatives importées des pays développés sont parfaitement inadaptées. Il faudrait tout à la fois développer une stratégie « de soins de santé primaires », tirer partie du potentiel sanitaire (médicaments, vaccins) des pays développés et recourir le cas échéant à la médecine traditionnelle en l'adaptant.

C'est à la fois très simple et très compliqué. Très simple, car on connaît les causes du mal et leurs remèdes ; très compliqué car les tâches d'éducation, de prévention sous toutes ses formes, de dépistage sont titanesques. Une chose est sûre : « L'amélioration incontestable qu'avait provoquée la mise au point — après la Deuxième Guerre mondiale — de puissants insecticides, de médicaments efficaces et de vaccins marque aujourd'hui le pas. » Les fléaux se conjuguent, la malnutrition aux agressions microbiennes ou virales, la désertification — « qui menace la moitié du sol africain » — à la malnutrition aux difficultés de production, la démographie à la malnutrition. Deux chiffres montrent que nous sommes concernés : l'Asie, soit la moitié de la population du globe, ne dispose que de 30 % des ressources mondiales ; les pays industrialisés, soit un tiers de la population, jouissent de 60 % des mêmes ressources.

Mais pour vivre, le tiers monde s'appauvrit. Trop de pays espèrent trouver leur salut dans l'exportation de « cultures de rente », comme le tabac, le coton, le soja... au détriment des cultures vivrières. Tout un équilibre déjà précaire s'en trouve bouleversé.







Campagne électorale de Rajiv Gandhi.

INDE : LE JEUNE HOMME PROVIDENTIEL

Le jeune électorat de l'Inde a massivement donné sa confiance au fils du Premier ministre assassinée. Rajiv Gandhi devra sortir très vite du flou qui a caractérisé sa campagne afin de se montrer digne de l'immense vague d'espoir qui l'a porté au pouvoir.

PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ

Etrange unanimité dans toutes les capitales du monde pour saluer la victoire électorale de Rajiv Gandhi nouveau Premier ministre de l'Inde. Deux mois après la mort de sa mère Indira Gandhi, Rajiv Gandhi lui succède en emportant haut la main les élections générales qui ont eu lieu pendant la dernière semaine de l'année 1984.

A Washington et à Moscou, à Tokyo et à Paris, à Bonn et à Pékin les messages des chefs d'Etat sont particulièrement chaleureux et positifs. Les dirigeants soviétiques craignaient qu'après l'assassinat d'Indira ses successeurs mettent à mal les liens privilégiés existant entre Moscou et New Delhi. Les résultats des élections semblent avoir rassuré le Kremlin puisque la presse soviétique les considère comme « une réponse aux forces de la réaction et de la division ».

Paris, un grand nombre de pays du tiers monde et certaines capitales européennes voient dans ces résultats la possibilité d'une continuité dans la politique indienne de non-alignement prônée naguère avec force par Indira Gandhi.

Pour les hommes d'affaires américains et japonais le jeune Premier ministre peut apparaître comme celui qui ouvrira les frontières de l'Inde aux puissances financières et technologiques de l'Occident.

Mais cette unanimité internationale ne va pas pour autant faciliter toutes les tâches de Rajiv Gandhi. Si, en matière de politique étrangère, il est certain que les grandes lignes seront maintenues — non-alignement, désarmement nucléaire et paix dans la région étant les bases de la politique suivie par Indira, et son fils les a déjà faites siennes —, il est vrai aussi que sur le plan intérieur la tâche est immense et complexe.

Les 387 députés sur 504 obtenus par le centenaire Parti du Congrès et le nouveau gouvernement formé par Rajiv Gandhi doivent faire face à des problèmes endémiques en Inde, misère, analphabétisme, arriération industrielle mais aussi ils devront veiller à la résolution des problèmes qui menacent la paix intérieure. L'assassinat de l'ancien Premier ministre et les conflits avec la communauté des Sikhs ont bien montré les dangers très réels que court l'unité nationale indienne. D'autant que les résultats des élections ont montré l'effondrement de la plupart des partis politiques nationaux, dont le Parti du Congrès bien entendu et la montée en puissance des oppositions régionales.

Pour le nouveau Premier ministre deux tâches apparaissent comme prioritaires, d'une part le maintien « de l'unité et l'intégrité de l'Inde » et d'autre part un renouvellement des mœurs et des pratiques politiques.

Rajiv Gandhi veut ouvrir une ère totalement nouvelle « en écartant certaines plaies de l'administration de son pays comme la corruption, les pratiques vénales, etc. ». Il aurait déjà commencé à instaurer cette nouvelle « morale politique » au sein de son propre parti et certains personnages, les plus compromis dans des scandales qui ont secoué la vie politique indienne, ont dû quitter le Parti du Congrès.

Le jeune électorat de l'Inde a donné massivement sa confiance à Rajiv Gandhi qui devra maintenant sortir du flou qui a caractérisé pendant la campagne électorale son programme politique et se montrer digne de l'immense vague d'espoir qui l'a porté au pouvoir ●

Appel au Vietnam

JE suis de ceux qui éprouvent un certain malaise à parler du Vietnam d'aujourd'hui. Parce que, pour le militant anticolonialiste que je suis, le souvenir de longues luttes que ce pays et son peuple ont menées pour conquérir leur indépendance d'abord, pour la défendre ensuite demeure vivace. Après avoir soutenu ces luttes on aurait aimé pouvoir rester aux côtés des Vietnamiens auxquels, par ailleurs, tant de liens nous unissent. Parlons franchement : c'est devenu difficile.

Nous ne mettons pas ici en cause le régime, très proche de Moscou, que s'est donné le Vietnam. C'est son affaire. Ce n'est déjà plus la sienne seule lorsqu'il intervient au Cambodge, même si c'est pour mettre un terme à la sanglante dictature de Pol Pot. Cela devient aussi notre affaire quand, au terme d'un procès d'où les accusés n'ont même pas eu la possibilité de présenter leur défense, cinq d'entre eux sont condamnés à mort. Cela ne nous regarde pas seulement parce que l'un de ces condamnés possède la nationalité française — ce qui a justifié les interventions du gouvernement français aussi bien que l'annulation d'une mission de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale qui devait se rendre ces jours-ci à Hanoï. Cela nous regarde aussi parce que nous supportons mal qu'un pays qui a tant combattu pour sa liberté affiche un tel mépris pour les droits de l'homme.

Les accusés du procès d'Ho Chi Minh-Ville sont des ennemis du régime ? Sans doute. Mais ce régime est-il si faible qu'il doive exécuter ceux qui le contestent ? Nous voulons encore ne pas le croire. A l'heure où ces lignes sont écrites, il semble que le gouvernement vietnamien hésite. Puisse-t-il entendre la voix de tous ceux qui demandent la grâce des condamnés, qui ne sont pas des adversaires du Vietnam, qui lui demandent seulement de ne pas trahir l'idéal pour lequel son peuple, depuis quarante ans, a consenti tant de sacrifices.

Claude ESTIER

PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ

AFGHANISTAN

Et maintenant la stratégie de la terre brûlée

Le 27 décembre 1979, les troupes soviétiques entraient en Afghanistan pour installer Babrak Karmal au pouvoir. Cinq ans après, la France réclame à nouveau « le retrait d'Afghanistan des troupes étrangères ». Un communiqué du ministère des Relations extérieures vient de rappeler que « l'injustice ne s'atténue pas avec le temps, elle s'aggrave ». Pour le gouvernement français les choses sont claires, le peuple afghan doit pouvoir déterminer librement son avenir ! L'Union soviétique semble au contraire décidée à ne pas tenir compte des injonctions internationales et durcit sa politique militaire dans ce pays. Laquelle est de plus en plus mal comprise dans le tiers monde, y compris dans des pays habituellement peu enclins à la critique de la politique extérieure soviétique.

L'Armée rouge s'enlise et se prépare à mener une guerre longue et coûteuse, l'énorme supériorité militaire soviétique ne peut pas, de toute façon, suppléer les carences et les défauts de l'armée afghane affaiblie en plus par une constante vague de désertions. Chez les Afghans, l'esprit de résistance grandit malgré les divisions des forces politiques et militaires qui s'opposent à l'occupant. L'Armée rouge, en détruisant les récoltes et en pratiquant la stratégie de la terre brûlée, peut réussir à affamer les paysans – le grand nombre toujours croissant de réfugiés le prouve – mais elle n'arrive pourtant pas à infliger une véritable défaite à la résistance.

L'impasse politique et militaire va coûter encore plusieurs milliers de vies. Par ailleurs, au Pakistan, la situation des réfugiés empire de jour en jour, et les réfugiés vont devenir le tragique enjeu des tractations régionales et d'un nouveau jeu de forces Est-Ouest.

POLOGNE

La dérive « latino-américaine » prouvée

Grand procès en Pologne. Les policiers inculpés de la mort du père Jerry Popieluszko sont jugés devant une centaine de personnes triées sur le volet et une petite représentation de la presse occidentale. Finalement les autorités polonaises ont accepté la présence de journalistes étrangers et ainsi le procès devient une affaire politique internationale. La rapidité avec laquelle a été menée l'enquête montre aussi le besoin pour le gouvernement polonais de fermer au plus vite ce chapitre tragique.

Mais c'est aussi la possibilité pour le régime polonais de se débarrasser, ou au moins d'essayer de le faire, des accusations lancées par l'opposition, qui considère l'affaire Popieluszko non pas comme une bavure, mais plutôt comme le résultat d'une politique délibérée de la part des autorités. Ainsi, ce procès semi-public, et somme toute assez inédit pour un pays soumis à une dictature, donnera l'occasion de mieux connaître le fonctionnement de l'appareil répressif polonais. Il n'y aura pas de déclarations ou de révélations fracassantes, mais déjà la première audience a montré quelques aspects intéressants. Deux des accusés plaident coupables, les lieutenants Pekala et Chmielewski tout en rejetant la responsabilité sur leur supérieur hiérarchique, le capitaine Piotrowski. Le quatrième accusé, le colonel Pietruska, l'un des responsables du département chargé des cultes au sein du ministère de l'Intérieur, affirme lui être innocent et ne pas être responsable de la conduite de ses subordonnés.

Pendant l'instruction, les deux lieutenants ont avoué avoir agi selon « des ordres venus de très haut » ; selon leurs déclarations, le capitaine Pietrowski leur aurait assuré une totale impunité en leur affirmant que « le crime ne serait jamais révélé » et qu'ils n'avaient « rien à craindre ». L'instruction a révélé au moins une chose, que tout le monde savait mais qui doit être aujourd'hui reconnue au plus haut niveau officiel, il existe en Pologne un service spécial de la police chargé de « la lutte contre les activités anti-Etat des prêtres ». L'instruction bouclée à la hâte avait déjà donné quelques sujets d'inquiétude aux proches du général Jaruzelski, et pour donner le change quelques têtes tombent : le 5 novembre, le colonel Adam Pietruska est arrêté et inculpé « d'instigation et d'assistance au crime ». Le même jour, le général Zenon Platek, haut responsable au ministère de l'Intérieur et chargé des affaires religieuses, est limogé. Mais le ménage s'arrête là, pour le pouvoir – avant même le procès – la cause est entendue : il y a eu « bavure », les responsables directs sont en prison, les responsables politiques limogés, l'affaire peut être classée sans que le pouvoir lui-même soit mis en question.




Les assassins du père Popieluszko dans le box des accusés, à Varsovie.

Bien évidemment tout le monde ne partage pas cette thèse trop simpliste qui laisse trop de choses dans l'ombre. Et la mort de deux enquêteurs dans un accident de la route très suspect ne va pas sans doute aider à éclaircir les mystères qui entourent l'enlèvement et l'assassinat du père Popieluszko. L'Eglise a manifesté jusqu'à maintenant une grande prudence tout en condamnant très sévèrement le « climat de terreur » et, bien entendu, en exigeant toute la lumière sur cette horrible affaire. Mais avec prudence dans la mesure où l'épiscopat semble ne pas vouloir attiser les feux qui couvent au fond de la société civile polonaise, et Mgr Glemp en demandant « des explications définitives et complètes » laisse une porte de sortie au gouvernement.

Seule la reproduction des faits semblables à ceux qui ont causé la mort de Popieluszko pourrait – selon les observateurs – changer la position de l'Eglise. Solidarnosc a de son côté dénoncé à plusieurs reprises, dans les toutes dernières semaines, que plusieurs membres du clergé avaient été victimes d'agressions de la part des policiers.

En s'attaquant au clergé de base, l'Etat polonais franchit une nouvelle étape dans l'escalade répressive. La dérive « à la latino-américaine » guette la dictature de Jaruzelski, si cela continue il lui sera très difficile de faire croire qu'il s'agit de simples « bavures ». Trois années après la promulgation de l'état de guerre et de l'arrivée au pouvoir de l'équipe de Jaruzelski, le général n'a pas atteint ses objectifs, au contraire de nouveaux dangers s'amoncellent dans l'horizon du peuple polonais.


Le rabbin Meir Kahana.

ISRAEL

Echec à l'extrême droite raciste

La situation se dégrade rapidement au Sud-Liban et les militaires israéliens font face à une résistance accrue de la part des habitants de village situés au sud de la rivière Axali. Les négociations entre le Liban et Israël se trouvent dans une impasse qui aggrave les conditions de vie sur le terrain. Les « casques bleus » français de la Finul ont dû intervenir à plusieurs reprises pour éviter des affrontements majeurs. Et la décision d'un groupe de colons juifs d'aller créer « la première implantation israélienne au Liban » ne va sans doute pas contribuer à détendre l'atmosphère.

Le rabbin et député Kahana, a manifesté son appui à cette initiative. Au même moment, le chef du gouvernement semble décidé à exercer toute son autorité pour empêcher les débordements de la droite et de l'extrême droite trop agissantes ces derniers temps. Fin décembre les parlementaires de la Knesseth ont décidé la levée partielle de l'immunité parlementaire du rabbin extrémiste Meir Kahanah. Cette mesure qui frappe un député prônant l'expulsion de tous les citoyens arabes d'Israël et voulant interdire le mariage des femmes juives avec des Arabes montre cette volonté politique de faire face à l'activisme raciste. Mais autour de ce vote des nouvelles divisions sont apparues sur la scène politique israélienne. Shimon Peres devra aussi trancher sur un autre sujet délicat, celui du retrait de l'armée israélienne du Sud-Liban.

Les parlementaires travaillistes poussent le Premier ministre vers un « retrait total et rapide », d'autres suggèrent la nécessité d'un « retrait partiel et par étapes ». La réussite du gouvernement d'union nationale et surtout le renforcement des positions détenues par Shimon Peres vont aussi se jouer sur le territoire libanais.

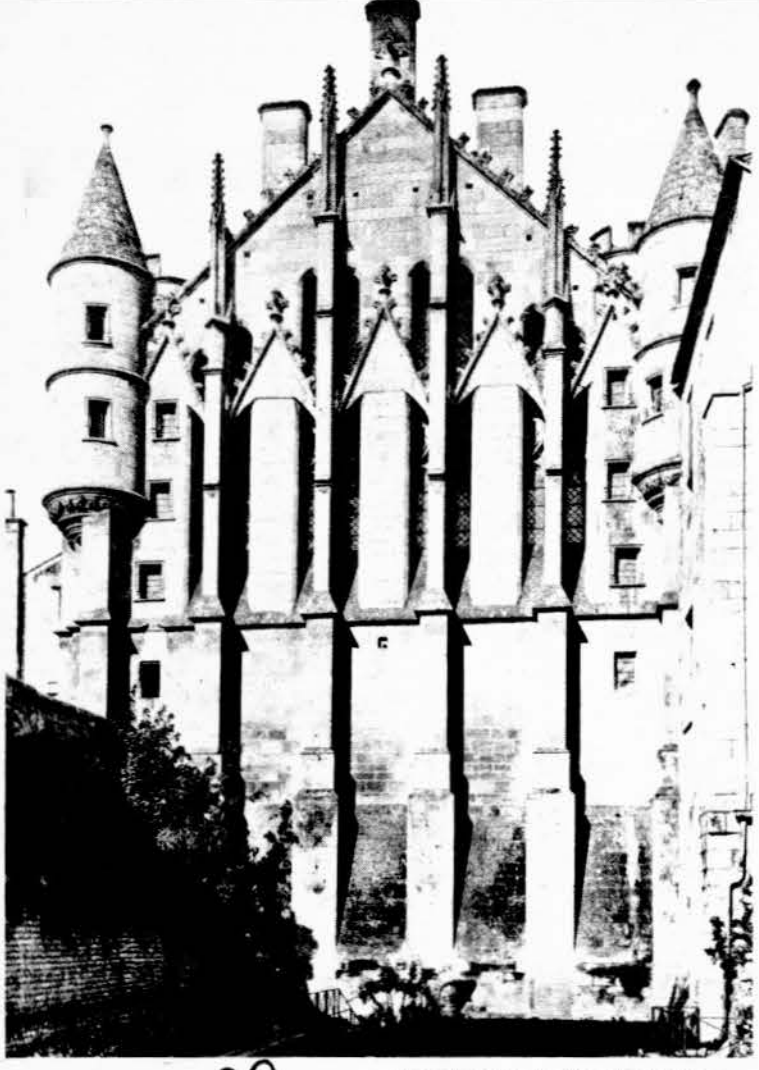
COLLOQUE

Génétique, procréation et droit

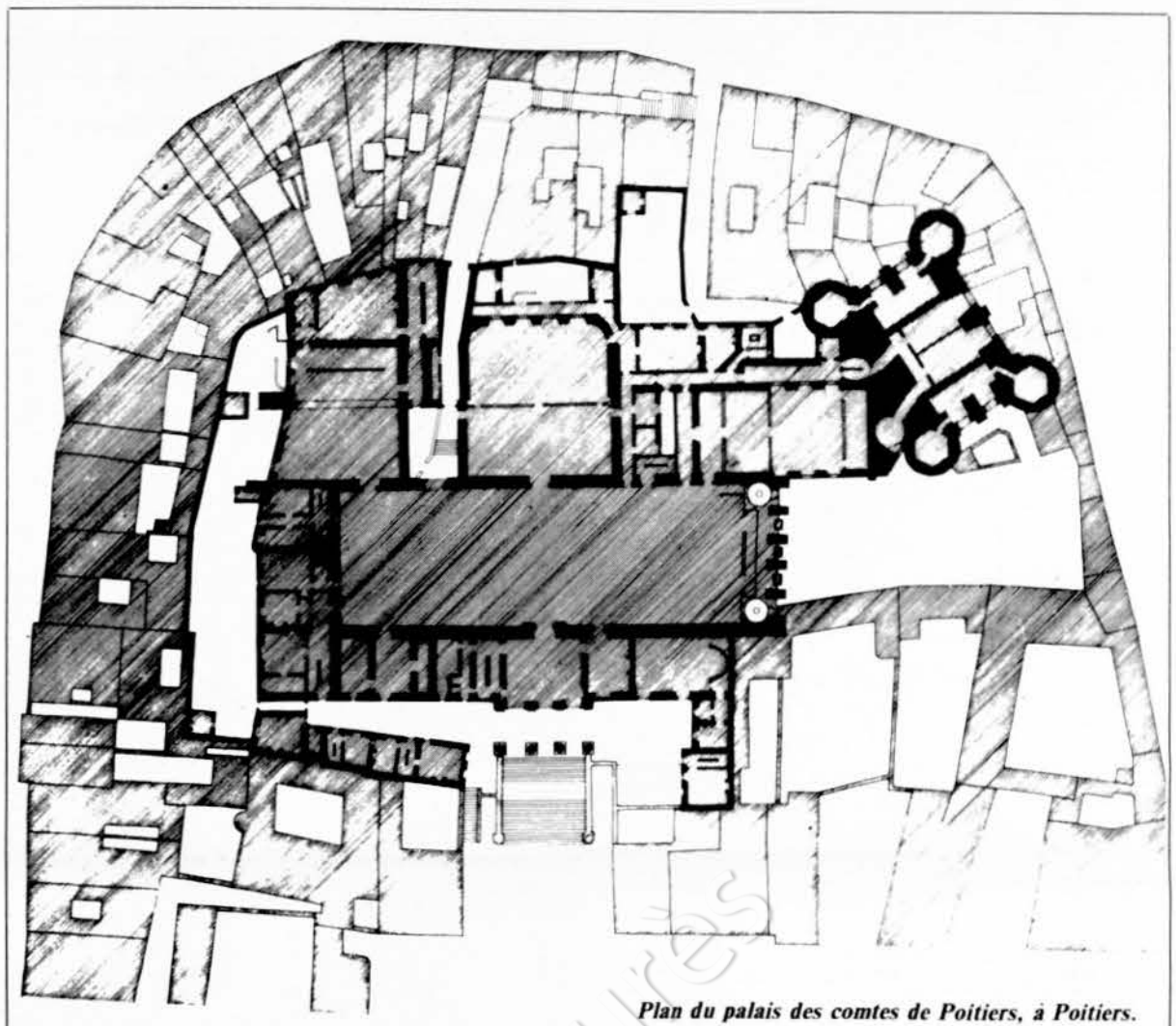
Les scientifiques se penchent sur les problèmes soulevés par les avancées de leur discipline. Un colloque organisé par les ministères de la Justice, de la Recherche et le secrétariat d'Etat à la Santé sur « génétique, procréation et droit » se tiendra les 18 et 19 janvier. Un débat qui promet si l'on en juge par la constitution du comité scientifique qui le parraine et dans lequel figurent le Pr Jean Bernard, Jean Carbonnier, professeur honoraire à l'université de Paris II, le Pr Jean Dausset, prix Nobel, Françoise Dolto, psychanalyste, le Prf François Gros, professeur au collège de France, le Pr Jean Hamburger, membre de l'Académie des sciences, le Pr Roger Henrion, professeur de médecine, Françoise Héritier-Auge, professeur au Collège de France et Michel Serres, professeur à l'université de Paris I. La plupart des grands thèmes qui passionnent l'opinion publique y seront abordés, notamment ceux qui portent sur les techniques de fécondation artificielle.

P.-Y.P.

Collection Fondation Jean Jaurès



Le palais de Justice de Poitiers, ex palais des comtes.



Plan du palais des comtes de Poitiers, à Poitiers.

L'abeille et l'architecte

VILLE

Un hymne à la matière

Henri Gaudin est un homme à part dans le paysage architectural français. Un créateur qui construit avec sensualité, travaille les détails avec ferveur, jongle avec une culture phénoménale.

Son dernier livre, « la Cabane et le labyrinthe », est une parfaite expression de cette personnalité tourmentée. Une écriture flamboyante, qui n'hésite pas à chanter des mots inusités, pour une épopée : l'histoire, racontée avec fougue et parti pris, d'un assassinat qui prit plusieurs siècles, celui de l'espace médiéval.

Ah ! comme il y met de colère à dénoncer les baroques, les Haussmann, les « équarrisseurs » qui ont propagé « une idéologie du vide, une morale de la solitude, une éthique de la distance ».

Lui, Gaudin, s'émerveille de « la science au corps des choses », de la ville riche de proximités et de face-à-face. Avec passion, il nous ennivre du « presque », de l'imperceptible, du subtil et du singulier, de l'excès et des ruses. Il parle de la porosité des murs, des déhanchements des cathédrales gothiques, des beautés de l'incontrôlable, des vertus de l'empirisme et des encombrements. Il frissonne devant les perspectives et les projets, les rêves de perfection et le totalitarisme de l'unitaire. « C'est la stabilité des choses qu'il faudrait suspecter. L'air froid qu'elles soufflent quand on n'a plus rien à attendre d'elles que de les retrouver inexorablement. » Mais vite il s'enflamme. « C'est par le feu, l'air, l'eau, la terre, les choses, que l'on accède au monde. Par leur harmonie et l'ordre qu'elles offrent souterrainement. »

Un hymne à la matière qui peut sembler bien « hors d'époque ». Dans le monde tel qu'il est, qui peut encore consacrer tant d'énergie à une telle complexité ? Pourtant, redécouvrir une pensée constructive, dans tous les sens du mot, est-ce si inutile aujourd'hui ?

Faire de l'architecture un corps-à-corps n'est pas à la portée de tout le monde, sans doute : nous avons appris à aimer le vide et ses ordonnancements. Mais retrouver la naïveté du regard qui ne cherche pas à hiérarchiser et la capacité de « faire comme s'il y avait un secret »... ce serait s'inventer un trésor. ●

* « *La Cabane et le labyrinthe* », *H. Gaudin, Pierre Mardaga éd. (165 F).*

CHARGES

10 % de moins, c'est l'affaire de tous

Modernisation, rationalisation, économie : le ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports poursuit sa progression sur ce front décisif, tant pour l'avenir que pour le présent, puisque l'enjeu est à la fois de maintenir l'activité du bâtiment et d'améliorer l'habitat tout en réduisant le coût.

Paul Quilès a donc annoncé une nouvelle série de mesures destinées à favoriser tous les travaux d'amélioration, d'économie d'énergie et d'économie de charges. En particulier un nouveau prêt conventionné, plus simple et accessible aux particuliers, ainsi qu'une réforme du régime de subventions en faveur des propriétaires et des primes pour les plus modestes d'entre eux.

L'objectif : réduire de 10 % l'ensemble des charges d'habitation, soit une économie de 20 milliards

ARCHITECTE

Michel Bourdeau, le meilleur... sans grands gestes

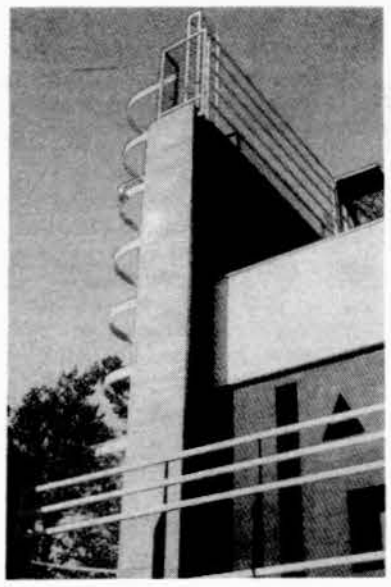
Il n'a pas trente ans. Le regard noir, comme ses vêtements qui collent à une allure dégingandée, ascétique et romantique. Michel Bourdeau, profession architecte. Déjà touché par les honneurs : il vient d'être primé au P.a.n., ce concours d'idées qui, sous le nom de « programme d'architecture nouvelle », permet aux jeunes talents de se faire connaître.

Son projet à la session de cette année, sur le thème « construire la banlieue », est remarquable à plus d'un titre. D'abord parce qu'il frise le hors-jeu en proposant non un programme de logements, comme le prescrivait le règlement, mais un équipement public destiné à la communication : un réseau de « points d'architecture » destinés à ponctuer le territoire ; deux cubes superposés, l'un consacré à la récepion d'images et d'informations, l'autre à leur émission et à leur fabrication ; et un long bras en mouvement pour capter les ondes hertziennes.

Ce projet, sans doute le seul réellement « novateur » du P.a.n. cette année, emporte l'admiration ; parce qu'il propose de donner une représentation concrète du monde de la communication informatique. Parce qu'il ose le mouvement et la verticalité, dans une époque qui se plaint de sa platitude, surtout en banlieue. Parce qu'il propose de construire non pas une image, mais un bâtiment qui fabrique des images : idée percutante d'originalité et... d'évidence.

La communication, dit Michel Bourdeau, est le nouvel espace public. « Et ce serait dommage que toutes ces images, toutes ces émissions et tous ces sons ne se terminent que dans des gaines, circulent de façon invisible. » Cohérent avec cette analyse, il souhaite faire « une architecture qui communique, dans son usage mais aussi dans sa mémoire, la capacité d'évocation de ses formes ».

Communiquer, c'est aussi concilier, comme le prouve la maison qu'il a construite pour sa famille dans un village creusois.



Une « boite raffinée » qui cherche a allier un vocabulaire moderne (fenêtre en bande, pavés de verre, grandes baies, surface lisse) et un registre vernaculaire, pour les façades mitoyennes (petits percements, surface rugueuse, volumes massifs). Ainsi le toit, à deux chéneaux, qui lui donne de loin une allure traditionnelle mais qui s'efface dans une vision rapprochée.

Michel Bourdeau a voulu aussi démontrer qu'on peut faire de l'architecture dans les conditions les plus courantes, au sein d'un lotissement, à 5 000 F le mètre carré tout compris, même les meubles. Et il reconnait que cette construction a été une très grande chance, une découverte permanente de la réalité de son métier étape par étape. Avec son permis de construire refusé neuf fois, ses dessins d'exécution insuffisamment détaillés qu'il a fallu multiplier, les négociations perpétuelles avec tous les corps de métier.

Un apprentissage qu'il a mené parallèlement à une recherche plus théorique. Participation à des concours pendant ses années d'études, en particulier à celui des Halles : un des cinq premiers prix, remporté avec un ami italien. Puis voyage aux Etats-Unis et travail avec Richard Meier, un des « Five ».



La maison creusoise de Michel Bourdeau.

les cinq architectes américains qui ont donné au travail du Corbusier sa dimension constructive. A son retour, Michel Bourdeau prépare le P.a.n. et publie un des « Albums de la jeune architecture » édité par le ministère.

Fin d'une époque : « Je ne veux plus continuer à collectionner des images. » Il veut construire. Et s'engage dans une chasse aux maitres d'ouvrage, demandant des rendez-vous à des maires et à de grands constructeurs publics. Démarche neuve : les architectes ne sont pas habitués à être des « offreurs », à fabriquer des programmes. Mais les structures qui autrefois garantissaient aux jeunes un passage en douceur des ateliers des Beaux-Arts à l'exercice de leur profession ont disparu. Il faut chercher des interlocuteurs. « Et c'est difficile à trouver. » En attendant, vivre de petits chantiers comme des rénovations d'appartement, d'écriture dans les revues. Ce qui encourage au discours mais aussi à l'introspection, à la recherche de son identité, lorsqu'on est un jeune homme exigeant.

« Le rôle d'un jeune architecte, c'est de s'interroger sur son époque », dit Michel Bourdeau. « Etre à l'écoute de son époque et de ses soubresauts permanents, sans concession ni esprit de mode. » C'est-à-dire en concevant une architecture « sage », pas trop « rutilante », simple. Mélange complexe, très caractéristique de cette nouvelle génération, « elle qui aura la chance d'avoir 45 ans en l'an 2000 », génération de l'entre-deux, consciente de ses héritages et soucieuse du monde nouveau, très ambitieuse non sans modestie : Michel Bourdeau se fixe comme ligne de conduite de « faire beaucoup mieux que les autres mais sans grands gestes », en innovant dans « le désir de perfectionner le meilleur », selon la formule d'Adolf Loos. Bonne chance à lui !

pour les Français. Une affaire que le ministre désire être celle « de tous », des gestionnaires d'immeubles aux locataires. Reçu cinq sur cinq par les associations d'usagers, les organismes H.l.m. et, plus étonnant, par les adhérents de la F.n.a.i.m., puissante fédération des agents immobiliers. Des alliés d'autant plus précieux qu'ils avaient été, hier, des opposants farouches (contre la loi Quilliot), non sans l'avoir regretté !

TELEVISION

Longue vie à « Urba »

A saluer, une nouvelle émission de télévision qui parle d'urbanisme. Elles sont si rares ! « Urba », le magazine de la ville, sur F.r.3, présente de courts reportages sur les quartiers, les transports, l'architecture... Le tout devant un grand témoin.

Au départ diffusé par les régions – les lundi 7 et 14 entre midi et 13 heures –, le magazine devrait trouver une place dans les programmes nationaux. A une meilleure heure, espérons-le.

ENVIRONNEMENT

Le son est bon

« Le bruit agresse, le silence tue, la rumeur protège ». Ainsi Jean Strejynski, architecte et acousticien, a-t-il parlé du son, au cours d'un colloque de « musique urbaine » organisé par la revue « Urbanisme » et le Groupe d'étude et réalisation musicale.

Le son naît du mouvement. Il est donc signe de vie. Et lien de communication permanente avec l'environnement, indispensable à notre sécurité. Ces sons que nous captons perpétuellement, même pendant notre sommeil, nous renseignent, nous signalent les dangers, nous permettent de dialoguer avec nos semblables. Mais lorsqu'un son brouille la perception de ces messages, il devient « bruit ».

C'est cette approche positive que le colloque a voulu mettre en avant, pour proposer une réflexion sur l'esthétique sonore de la ville et non plus seulement une lutte antibruit. D'abord parce que le son est précieux pour nous permettre de nous situer dans l'espace. Et parce qu'il pourrait, dans nos villes mal fichues, nous aider à donner une identité à des lieux qui en manquent. « On identifie un lieu plus facilement par la musique que par un monument », explique Jean Strejynski, en proposant d'ajouter « quelque chose qui condense l'ambiance » dans quelques places qui, faute d'intimité et d'identité, ne parviennent pas à arrêter le passant.

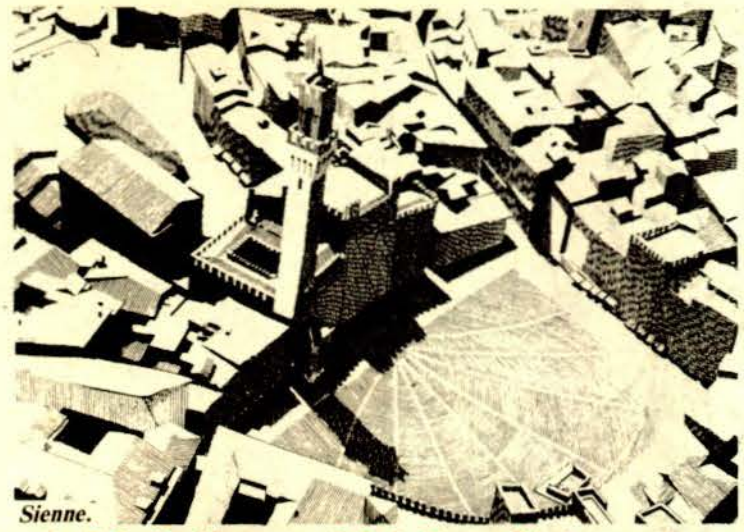
Un carillon, une fontaine, des arbres bruissants dans le vent... Mais aussi une sculpture qui chanterait sous la pluie ou en réaction à l'intensité lumineuse. Ou encore une fontaine musicale. Un lieu éclaté pourrait gagner une unité spatiale. Et au contraire un ensemble trop homogène une variété plus vivante...

La musique urbaine pourrait ainsi devenir, avec la couleur et les plantations de verdure, une activité urbanistique à part entière. Une aubaine pour les compositeurs contemporains qui cherchent à sortir du temps et de l'espace spécifiques au musicien.

Mais, répondent quelques inquiets, n'oublions pas que le son peut devenir agression à partir du moment où il n'est pas choisi. Et cela de façon extrêmement variable selon les cultures et les individus.

Un danger, oui, mais bien mince comparé à la somme de bruits sécrétés par la ville. Car la proposition ne consiste pas à ajouter des bruits, mais à les transformer en sons en les modulant. Un secteur d'activité encore pratiquement vierge, sur lequel tout semble à faire.

NOTES DE LECTURE



Sienne.

« Enfin l'architecture ». (J.-P. Le Dantec. Ed. Autrement)

Une histoire tendre de l'architecture française post-soixanthuitarde. A travers conflits, boires et déboires, crises de croissance, une nouvelle génération d'architectes a pris la parole, a construit. Un bouillonnement peut-être regardé avec trop de complaisance, une vision peut-être trop optimiste, mais bien revigorante tout de même. Ou comment lutter n'est jamais vain.

« Tête Défense ». (Ed. Electa Moniteur)

Pour tout savoir – ou presque – sur ce concours exemplaire, tant par son organisation que par son lauréat, le « cube ouvert » du Danois Sprekelsen. Un projet fort, symbolique et subtil qui, peut-être, sauvera La Défense.

« Places et Monuments ». (Mardaga) ; « Les Places dans la ville » (M.J. Bertrand et H. Litowski. Dunod).

Deux livres, deux approches totalement différentes. L'un, ouvrage savant qui défend les principes classiques de la composition urbaine tout en regrettant que les monuments et les cathédrales aient été isolés, leurs abords nettoyés. L'autre, un essai de définition et de lecture de cet espace public essentiel, qui n'oublie pas de prendre en compte la diversité de ses fonctions et de son vécu. Boîte, salle de réunions, salon, proportions, pavage, géométrie, ciel. Mais aussi vides et mouvements, histoire et transformations... Un géographe et un architecte se sont alliés pour une initiation des plus pédagogiques. Une réussite remarquable, à un défaut près : une vision très parisienne.

« Les Héritiers d'Haussmann ». (N. Evenson. Presses universitaires de Grenoble et Ecole des beaux-arts).

Quand une Américaine découvre Paris et s'émerveille de sa vitalité. L'idée était bonne, puisqu'on connaît mal ces cent ans d'urbanisme. Mais le traitement est désastreux : tous les défauts des travaux universitaires américains, avec leur naïveté, leurs approximations, leurs répétitions. On comprend mal que la chose ait trouvé éditeurs et encore plus mal qu'elle ait gagné un prix (celui de la Fédération des agents immobiliers – F.n.a.i.m – parrainé par la ville de Paris).

« Vues de Paris ». (Bulletin de l'Institut français d'architecture).

Pour mieux connaître le Paris d'aujourd'hui, un bilan – provisoire – de ce qui se fait dans la capitale depuis quatre ans. Un guide précieux pour touriste ou curieux, sur les témoins d'une nouvelle recherche d'urbanité qui, patiemment, privilégient un travail de réparation, qui construisent en prenant acte du passé de la ville.



La place Saint-Etienne en fin du XVIII[e] siècle à Metz.

URBANISME

La ville à la campagne : ça ne marche pas

Comment vivent les grands ensembles de la deuxième génération, ceux qui ont été conçus, il y a une quinzaine d'années, avec un plus grand souci d'aménagement urbain ? Eh bien, pas tellement mieux que leurs prédécesseurs, à en croire l'évolution du Val d'Yerres : 6 500 logements construits par le groupe S.c.i.c. (filiale de la Caisse des dépôts) à cheval sur trois communes, dans l'Essonne. L'idée, en 1964, était de construire une ville à la campagne, avec tous les équipements nécessaires et des îlots à « taille humaine ».

Mais l'urbanisation a favorisé la ségrégation. Les individuels sur Boussy-Saint-Antoine, les quartiers d'accession à part, et la quasi-totalité du locatif aidé sur Epinay-sous-Sénart, une commune construite sans centre, avec des quartiers très séparés les uns les autres, les plus gros problèmes se concentrant sur l'un d'eux, les Gerbeaux, classé îlot sensible.

En apparence, la dégradation n'est pas évidente, même aux Gerbeaux. Pas de carreaux cassés ni de boîtes aux lettres fracturées, des espaces publics plantés, un petit marché forain au pied des immeubles... Rien de commun avec d'autres banlieues, en particulier grâce à un entretien vigilant. Pourtant, 12 % d'impayés et 8,5 % de logements vacants.

Epinay réunit en effet de nombreuses conditions défavorables : faiblesse des transports en commun, gare éloignée, forte densité des ensembles locatifs, trop de grands logements (63 % de F4 et plus), forte population de migrants (25 % d'étrangers et 7 % venus des Dom-Tom), population très jeune (près de 50 % de moins de 25 ans)... Les jeunes, qui squattent les caves, se droguent, volent dans l'hypermarché, font du bruit l'été, ce qui « émousse les locataires » selon l'expression d'une gardienne. « Ils m'ont fait pas mal de dégâts, dit-elle encore. Ici, c'est l'insécurité ».

Insécurité... Réalité ou psychose ? Difficile à dire, comme partout ailleurs. Le maire, Jean Dole, a en tout cas fait de la lutte contre le vandalisme un de ses chevaux de bataille. Il vient de créer une police municipale – « surtout pas une milice ! » – non armée, « pour l'instant ». Mais qui n'évoque rien de bon depuis que les écoles de la commune sont gardées par des malabars accompagnés de chiens dressés.

Pour enrayer la dégradation de la commune, la municipalité a opté pour des méthodes classiques. Restructuration des grands appartements en créant des studios et des deux-pièces, très demandés surtout par les jeunes. Et limitation de la population immigrée, en refusant toute nouvelle implantation. Et Jean Dole de se vanter d'avoir fait baisser de 1,2 % le taux de migrants depuis son arrivée.

Curieux personnage que ce maire R.p.r. élu en 1983 sur une triangulaire, alors que les socialistes accusaient l'équipe sortante, à direction communiste, d'avoir mené une gestion catastrophique, laissant un trou de 8,6 millions qu'il a fallu rééquilibrer en deux ans.

Malgré un ton bon enfant et des allures libérales, Jean Dole mène sa ville d'une main omniprésente, n'oubliant pas de licencier les têtes qui ne reviennent pas à sa nouvelle majorité, de réduire les subventions des associations pour mieux favoriser certaines d'entre elles. Et d'attaquer le maire socialiste de Boussy en l'accusant de refuser toute collaboration pour la création d'un centre sportif commun. Ce que nie l'intéressé, ajoutant qu'il souhaite seulement une redéfinition du projet pour une réalisation moins « ambitieuse »... Choix logique compte tenu des finances d'Epinay et des investissements que la commune devrait faire pour avoir un jour la chance de ressembler à une vraie ville. Car l'urbanisation de la fin des années soixante, même si elle offrait quelques améliorations dans le traitement des espaces verts, prouve chaque jour son incapacité à créer une urbanité, quelque chose qui pousserait les jeunes à sortir de leurs caves, se droguer, voler dans l'hypermarché, faire du bruit l'été, ce qui « émousse les locataires » selon l'expression d'une gardienne. « Ils m'ont fait pas mal de dégâts, dit-elle encore. Ici, c'est l'insécurité ».



Fontaine à Paris.

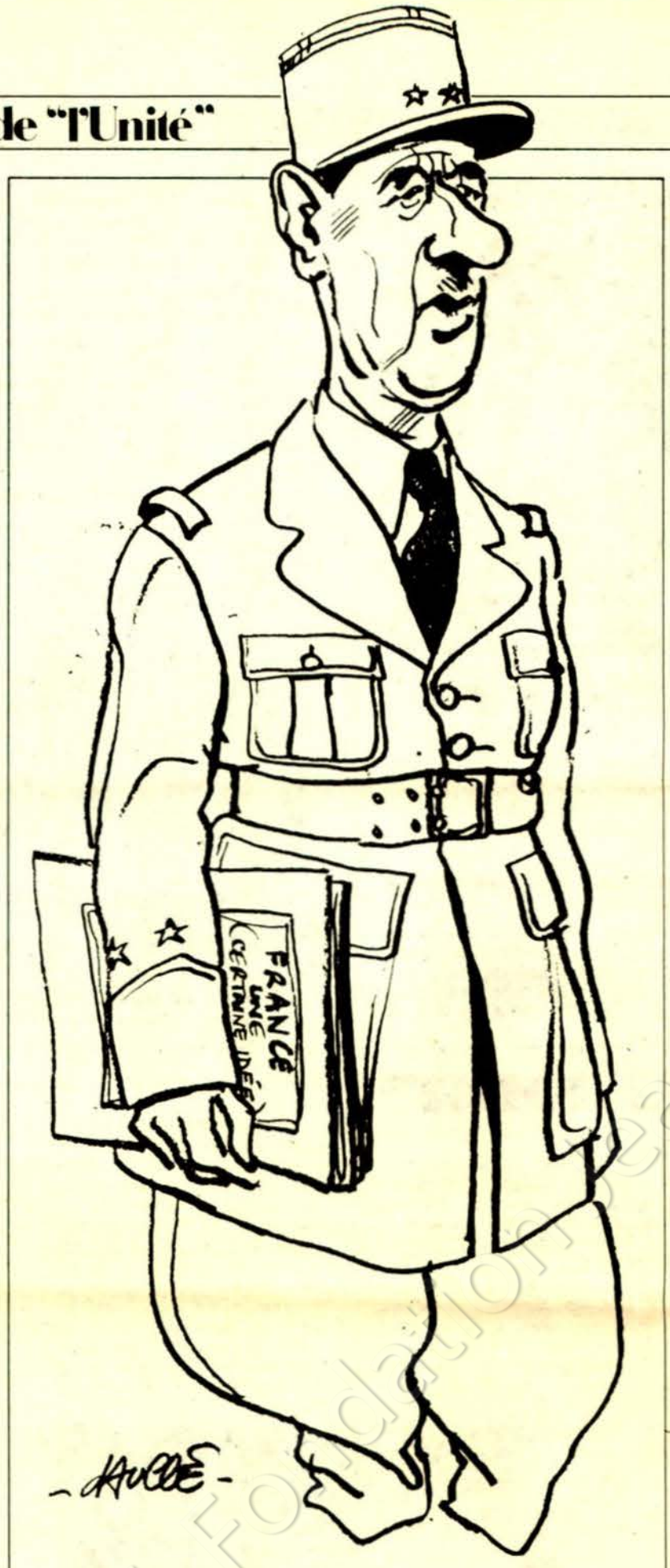
Viva



A Epinay-sur-Sénart.

Jean Poitier

Coll. Fondation Gabriel Péri



DE GAULLE REVU ET CORRIGE PAR LACOUTURE

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

JEAN Lacouture est un homme heureux. Parce que son dernier livre, lourd de 870 pages, son « De Gaulle, le Rebelle », tome 1 (Le Seuil) « fait un tabac » et se vend comme un roman de 200 pages ? Parce que, plus de trois mois après sa sortie, cette demi-biographie (la parution du tome 2 est prévue pour l'automne 1985) est toujours en tête des ventes chez les libraires ? Peut-être... Parce que nombre d'historiens, et non des moindres, ont salué son ouvrage avec chaleur et enthousiasme ? Parce que le difficile Henri Guillemin s'est écrié : « Sur De Gaulle ? Voyez Lacouture » ? C'est probable... Mais la jubilation la plus profonde de Lacouture, son plaisir le plus évident n'est pas à chercher du côté des droits d'auteur ou des lauriers. Sa vraie joie, il la prend dans son travail même. Il parle encore volontiers de son premier volume, de la première partie de la vie de De Gaulle, du général jusqu'en 1944, mais on sent que son esprit est ailleurs : déjà tout entier tourné vers la rédaction du deuxième volume, vers ce De Gaulle qui n'est plus « le Rebelle » mais « le Souverain ». Bien sûr, il accepte de faire le bilan des mises au point que contient « le Rebelle », mais il glisse volontiers du De Gaulle de 1940 au De Gaulle de 1958, au De Gaulle dont il va parler le jour même avec tel ou tel témoin. On le sent ravi d'avoir pu rencontrer ou de rencontrer en dernière minute tous ceux qui ont approché décisivement De Gaulle. A qui veut l'entendre il confie : « Imaginez qu'on fasse un livre sur Louis XIV et qu'on puisse interroger Colbert et Louvois ! » En avril prochain, en principe, le monumental « De Gaulle » de Lacouture sera achevé. Mais il nous faudra attendre la rentrée pour en déguster les neuf cents dernières pages. A ce moment-là on en saura plus (tout ?) sur De Gaulle. On attendra. Et ce, d'autant plus patiemment qu'on ne s'y attendait pas : certes, après ses biographies de Malraux, de Blum, de Mauriac et de Mendès France, après son premier essai de 1965 sur De Gaulle, on n'était pas inquiet ; Lacouture ne pouvait que nous livrer de la belle ouvrage... Mais pouvait-on jurer à l'avance que le plus mendésiste des journalistes de son temps serait le premier à vraiment déchiffrer De Gaulle ? C'est pourtant l'exploit que Jean Lacouture est en train de réussir.

« L'UNITÉ » : Pourquoi De Gaulle ? Pourquoi consacrer autant de temps à un homme qui n'est pas de votre famille d'esprit ?

– JEAN LACOUTURE : Il n'y a, dans mon entreprise, aucune volonté de me situer personnellement par rapport à De Gaulle, ni de prendre un train en marche parce qu'il y aurait dans l'opinion française je ne sais quelle nouvelle montée du phénomène historique De Gaulle. Les faits sont plus simples : d'un côté, mon éditeur m'a demandé de faire une biographie de De Gaulle, d'un autre côté, j'ai pris conscience, après cette demande, qu'il y avait là un défi à relever.

Pour quelqu'un qui fait comme moi le métier de biographe de personnalités contemporaines, qui essaie de raconter et de comprendre un certain nombre d'hommes publics de notre temps, De Gaulle est un morceau de choix. Je dirai même « le gros morceau », c'est-à-dire le personnage le plus complexe, le plus difficile à cerner. J'ai eu envie de relever le gant : écrire une vraie biographie de De Gaulle.

Mon « De Gaulle », si vous voulez, c'est mon tour de France ou mon record de l'heure.

– Les premiers résultats de votre tentative, la livraison du « Rebelle » ont quelque peu surpris : la légende de De Gaulle est sérieusement mise à mal...

– Je n'ai pas fait de découvertes bien sensationnelles. A quelques conversations près, tout ce que j'ai livré existait déjà, se trouvait dispersé dans des livres ou des revues. Mais, assemblés, ces éléments rectifient effectivement sérieusement le portrait de De Gaulle. Ce qui fait que j'ai corrigé trois images préfabriquées, donc fausses : De Gaulle officier maurrassien, De Gaulle anti-Américain et De Gaulle inhumain.

– De Gaulle n'a pas été influencé, au départ, par les idées de l'Action française ?

– Non. Contrairement à tout ce qui a pu être dit, De Gaulle n'a jamais adhéré au maurrassisme. Sa vision de l'Histoire n'était pas maurrassienne. Son attitude, dès son entrée dans l'armée, a été celle d'un véritable républicain.

En théorie, tout (son tempérament, son éducation, sa filiation) aurait dû conduire De Gaulle à être un officier monarchiste d'extrême droite et à prendre la tête des Ligues, sinon à en être le cerveau le plus remarquable, le 6 février 1934 ; De Lattre a évité cette ornière de très peu. En réalité, en 1934, De Gaulle, lui, était clairement du côté de la République : il était en relation avec tous les milieux parlementaires ; il était en train de faire alliance avec Paul Reynaud, homme de droite à beaucoup de points de vue, mais homme de progrès sur le point qui intéressait De Gaulle, sur la question stratégique ; et De Gaulle avait des contacts avec la plupart des dirigeants de la gauche de l'époque : Léon Blum, Léo Lagrange, Paul Boncour, Marcel Déat (qui était encore de gauche à ce moment-là), etc. Ça peut paraître bizarre, mais c'est comme ça : De Gaulle a très tôt choisi la République plutôt que la monarchie.

Il y a deux raisons à cela : l'influence des idées de la démocratie chrétienne et la fréquentation d'un cercle de gauche. Ce n'est pas Charles Maurras qui a marqué De Gaulle, c'est Marc Sangnier ; et, logiquement, De Gaulle établira des liens étroits avec des démocrates-chrétiens, principalement avec la Jeune République ; et, sincèrement, rencontrant Marc Sangnier, il lui dira : « J'ai toujours été de votre famille spirituelle. »

Ce n'est pas au sein d'un groupuscule d'extrême droite que De Gaulle s'est formé, instruit, cultivé, c'est dans le cénacle du colonel Mayer. C'est-à-dire que De Gaulle a passé nombre de dimanches matin dans un milieu où l'on était typiquement républicain, profondément démocrate et plutôt orienté à gauche.

– Vous abondez donc dans le sens d'un récent sondage (publié par « le Nouvel Observateur ») selon lequel, depuis 1789, aux yeux des Français, De Gaulle a été le meilleur défenseur de la République...

– Ne me faites pas dire ce que je ne dis pas. Je ne prétends pas que le « label républicain » de De Gaulle n'a pas été écorné par la suite. Je ne nie pas qu'il y ait eu des tentations autoritaires chez De Gaulle en 1946, au temps du R.p.f., en 1958, en 1962... Je dis : l'homme qui accède à l'Histoire en juin 1940 est passé par une filière de centre-gauche, plutôt que par une filière d'extrême droite, comme certains l'ont prétendu. L'exercice du pouvoir conduira De Gaulle vers d'autres pistes, d'autres dérapages. Mais le De Gaulle du 18 juin 1940 ne venait pas de l'extrême droite.

– Et il n'était pas anti-Américain ?

– Là encore, je n'ai pas fait de découvertes particulièrement bouleversantes. Je me suis contenté de lire attentivement les textes et de m'en tenir à ce qu'ils disent. Que révèlent ces textes de De Gaulle ? Qu'il admire la grandeur américaine, la civilisation américaine, l'industrie américaine, la capacité d'invention des Américains. Je cite notamment, et assez longuement, un texte de 1933 où De Gaulle fait l'éloge de la mobilisation économique américaine : pour lui, les Etats-Unis, c'est la grande puissance dont il faut être l'ami. Autant De Gaulle est parfois xénophobe et souvent anglophobe, autant il est américanophile et prorooseveltien. Il salue volontiers les Américains avec chaleur. Il est vraiment très doué pour l'américanophilie. S'il se met soudain à maltraiter les Américains, c'est parce que les Américains le traitent mal les premiers, c'est parce que les Etats-Unis commencent à devenir une puissance dominatrice, sûre d'elle et protectrice.

Ce que De Gaulle a refusé, ce n'est pas la puissance américaine en elle-même, c'est que les Américains tentent de faire de la France un protectorat américain. Il y a d'ailleurs une lettre où Roosevelt montre qu'il a très bien compris l'attitude de De Gaulle, une lettre où Roosevelt écrit : « De Gaulle est traitable dès l'instant où l'on traite la France sur un pied d'égalité. » Peut-on sérieusement considérer cette exigence de De Gaulle comme de l'anti-américanisme ?

– Autre légende à détruire,

> « Imaginez qu'on fasse un livre sur Louis XIV et qu'on puisse interroger Colbert et Louvois ». Cette apostrophe jubilante de Jean Lacouture donne assez bien l'idée du climat qui baigne son travail titanesque sur De Gaulle. Sans être pour autant devenu gaulliste, le mendésiste Lacouture nous donne à voir un De Gaulle surprenant : républicain depuis les origines, tendre époux et très affectueux père, son « Rebelle » n'a pas grand-chose de commun avec l'homme de marbre encensé par ses héritiers abusifs.

selon vous : De Gaulle personnage inhumain...

– L'image traditionnelle c'est : De Gaulle a toujours été un personnage dur et marmoréen. Au mieux, parce que les exemples abondent, on lui a concédé un humour ravageur, destructeur ; mais c'était encore une notation en partie negative...

Or, De Gaulle, avec les siens, était un homme affectueux. On commence à le savoir à travers sa correspondance qui est peu à peu publiée. J'ai pu en avoir confirmation en m'entretenant avec ses proches, notamment avec de Boissieu, le gendre, qui parle sans détour de l'extraordinaire attachement qui liait De Gaulle et sa femme.

On connaissait un peu la blessure intime de De Gaulle : cette petite Anne, cette enfant débile, dont il s'est occupé chaque jour, qu'il a refusé de mettre dans une maison spécialisée. On savait moins, voire pas du tout, qu'il a eu avec le reste de sa famille des relations tout à fait ordinaires, tout à fait banales. Mais, à ce degré de grandeur, la banalité s'appelle de l'humanité. De Gaulle était humain avec les siens, tendre même.

Ce qui me touche le plus, au cœur de cette tendresse familiale, ce sont les relations de De Gaulle avec sa femme. Cela peut paraître incroyable qu'il ait pu rester attaché à cette « bonne dame », à cette « dame d'œuvres ». Mais le fait est qu'il a aimé cette femme-là, qu'il en a été proprement amoureux. Je suppose que la petite Anne a créé entre eux un lien indéfectible. Mais ça n'explique pas tout... Après, il y a eu l'attentat contre De Gaulle et la façon dont M^me^ De Gaulle est sortie de la voiture en s'époussetant : cette femme a été d'un courage étonnant ; même si je pense que les femmes sont plutôt plus courageuses que les hommes, c'est tout de même étonnant !

Je commence à avoir vu un certain nombre de couples de grands personnages. Dans la plupart des cas, avec l'âge, avec le temps qui passe naît l'ennui, se produit un certain détachement. Rien de tel chez les De Gaulle : cet homme de génie a réellement aimé jusqu'au bout cette femme d'une héroïque banalité. Et le bruit des aiguilles à tricoter, qui exaspérait tant André Malraux, qui a énervé tant d'autres compagnons du général, n'a jamais gêné De Gaulle.

– On vous sent touché par l'homme privé. L'êtes-vous autant par l'homme public, par le personnage historique ?

– Historiquement, la chance a joué : ça n'a jamais mal tourné. En mai 1968, ça aurait pu mal finir. Mais il y a eu Maurice Grimaud, Louis Joxe, Christian Fouchet ; et nous n'avons pas à dire : « De Gaulle était un grand type, mais... » Il n'y a pas de « mais ». Il n'y a plus que l'Histoire, avec des erreurs, mais sans taches sanglantes.

Devant l'Histoire, De Gaulle a rempli sa mission : il a rendu deux grands services ; il a évité la guerre civile deux fois, en 1944 et en 1962 ; il a été deux fois absolument nécessaire. Pour 1962, personne ne le conteste trop. Pour 1944, je suis en désaccord avec mon ami Claude Bourdet qui dit que « si ça n'avait pas été lui, cela aurait été un autre ». Quel autre ? Qui d'autre que lui aurait pu éviter le conflit entre le C.n.r. (de plus en plus manipulé par les communistes) et les Alliés ? Qui aurait été à la fois assez symbolique et assez machiavélique pour éviter le clash ?

– A votre avis, est-ce que les hommes de gauche ont compris le rôle de De Gaulle ? Et, est-ce que De Gaulle, venu du centre gauche, a compris les hommes de gauche de son époque ?

– Je crois que personne n'a compris personne, du moins après 1945. Avant, pendant la guerre, l'attitude de Pierre Mendès France par rapport à De Gaulle a été superbe. Et celle de Léon Blum grandiose : les lettres qu'il a écrites sur De Gaulle à Roosevelt et Churchill sont vraiment admirables de lucidité et d'honnêteté ; pourtant, Blum n'avait rien en commun avec De Gaulle...

En 1958, Mendès France commence par une réaction fine et nuancée. D'un côté, il ne peut pas accepter la façon dont De Gaulle revient au pouvoir et il le dit. D'un autre côté, il dit à la Chambre, en substance : je ne vote pas pour lui, mais il peut peut-être encore régler l'affaire algérienne... Ensuite, après le ratage de « la paix des braves », à la fin de 1958, Mendès coupe définitivement les ponts, s'enfermant dans un refus un peu simpliste : là, je ne comprends plus très bien l'attitude de Mendès... De même que je ne comprends pas celle de François Mitterrand qui est uniquement négative...

– Pourquoi ?

– Parce qu'après tout, en 1958, il y a eu le dîner des hommes de gauche avec Maurice Duverger, Jean-Jacques Servan-Schreiber, Alain Savary, François Mitterrand et Pierre Mendès France ; et, à la fin, Mendès France a pensé qu'il fallait que De Gaulle revienne au pouvoir mais dans des conditions légales. Les conditions du retour de De Gaulle n'ont pas été légales. De Gaulle a joué le coup de force. Mendès a eu une réaction de légiste. Je respecte cette position très « carrée ». Mais elle a manqué de finesse, de nuances.

– Ce fut un rendez-vous manqué ? En 1958, selon vous, De Gaulle aurait pu avoir la gauche avec lui comme en 1944 ?

– Non. Parce qu'il aurait fallu que De Gaulle se démarque de certaines méthodes, de certaines procédures « putschistes » (par exemple dans l'affaire corse). Il aurait fallu qu'il désapprouve ce qui se passait à Alger, dont il n'était peut-être pas l'instigateur mais dont il connaissait les détails et les buts : qui ne dit mot consent...

A la fin de mai 1958, De Gaulle a reçu à l'Hôtel La Pérouse les trente hommes politiques les plus connus du pays. A cette occasion, François Mitterrand (il me l'a raconté il y a quelques semaines) lui a dit : « Mon général, dire quelque chose qui marque une distance entre vous et les gens d'Alger ». Réponse de De Gaulle : « Vous voulez ma mort ? » De quelle mort parlait-il ? Mort politique ? Mort physique ? On peut encore se le demander... Toujours est-il qu'il n'a pas dit le mot que la gauche attendait...

Sérieusement, Mendès France aurait-il pu être un grand ministre de De Gaulle en 1958 ? J'en doute. Même si De Gaulle a secrètement rêvé d'embarquer Mendès dans son gouvernement, il savait qu'en faisant cela il aurait trop chargé le bateau : les gens d'Alger n'auraient pas accepté...

Maurice Couve de Murville me le disait il y a quelques jours : depuis 1954, Mendès France était un « numéro » ; donc, il n'y avait pas de place pour lui à l'intérieur de la maison De Gaulle ; De Gaulle n'aurait pas voulu d'un « numéro un bis », et Mendès n'aurait pas voulu être « numéro 2 »...

– Comment les « gaullistes » ont-ils réagi à la publication du tome 1 de votre « De Gaulle » ?

– Certains ont appris quelque chose : ceux d'entre eux qui n'ont connu De Gaulle qu'en 1940 et qui ne savaient pas le détail de sa période de « formation ». Dans l'ensemble, la plupart des gaullistes (même ceux qui connaissaient bien « leur » De Gaulle) ont bien accueilli mon premier volume. Je ne jurerai pas qu'il en sera de même pour le deuxième...

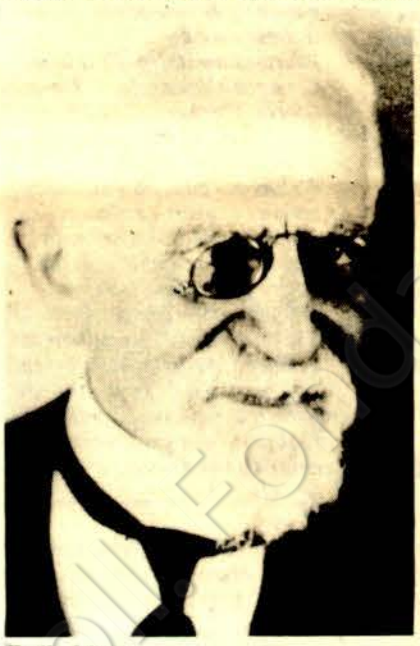
– Etes-vous devenu « gaulliste » vous-même en écrivant la biographie de De Gaulle » ?

– En 1965, quand j'ai écrit mon premier livre sur De Gaulle, j'étais, par rapport à lui, dans l'opposition, je votais contre lui. Aujourd'hui, je suis dans une position différente, évidemment. De Gaulle n'est plus là. Et, compte tenu de ce qui a suivi, il m'arrive d'avoir la nostalgie du général. Mais, entre ses choix et les miens, il y a des différences irréductibles : je ne partage pas son nationalisme, je n'aurais pas pu me rallier à ses positions coloniales (du temps du R.p.f.) ou à ses tentations autoritaires ; je n'aurais jamais pu m'intégrer à la machinerie gaulliste. Tandis que, quand je revis le mendésisme, je me sens chez moi. Je ne rejoins De Gaulle qu'à travers l'Histoire : parce qu'il a été l'homme du 18 juin 1940, parce que j'admire l'habileté avec laquelle il a réglé l'affaire algérienne.

Le premier volume de mon « De Gaulle » est « gaulliste ». Plus que je ne l'aurais pensé au départ. Le deuxième le sera moins ! Je ne suis pas une exception : on peut avoir été gaulliste en 1940 et l'être beaucoup moins en 1958... ●



Yvonne et Charles De Gaulle en Grande-Bretagne.



Emile Mayer.



Le capitaine De Gaulle en 1917.

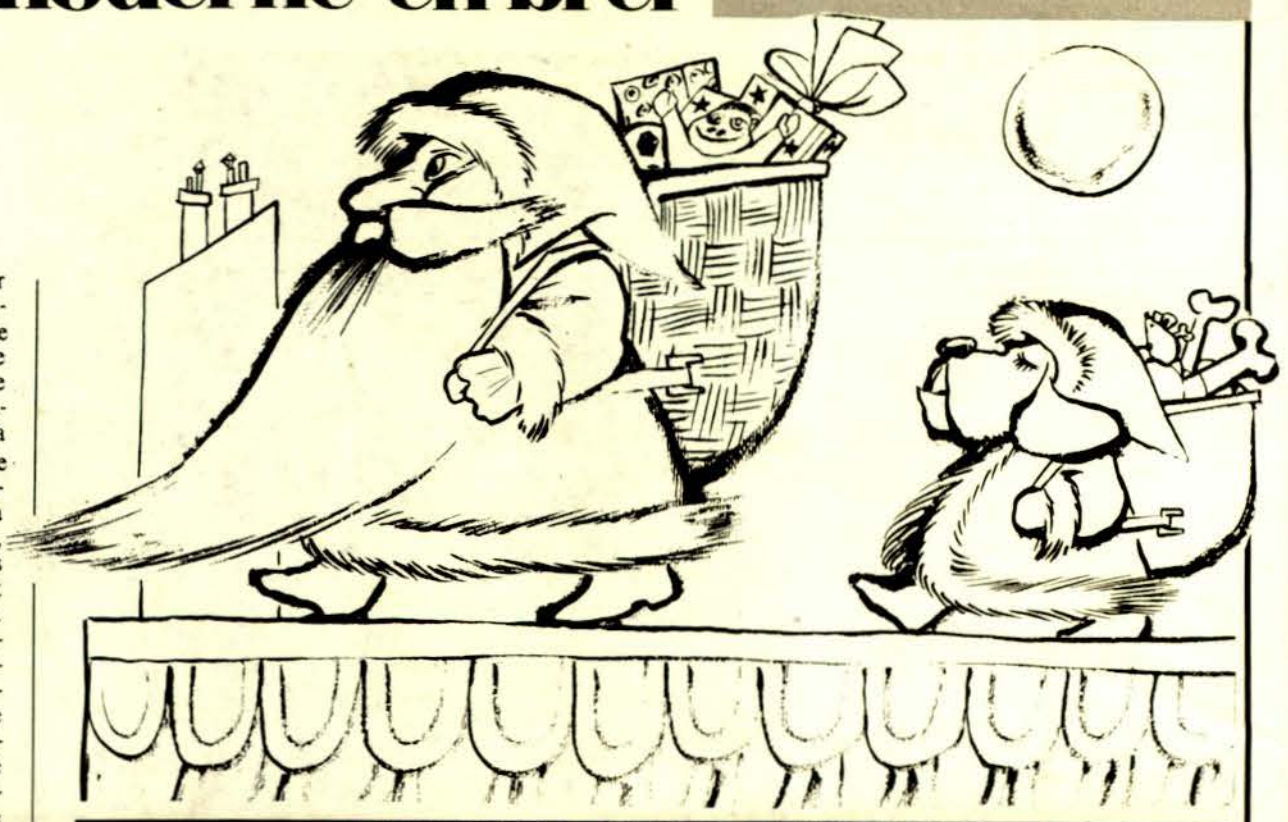


Jean Lacouture.

Pascal Lebrun

Vie moderne en bref

par DENIS DANGAIX



BALEINES...

Le chagrin pas la pitié

Deux jours après l'élection du président Reagan – que ceux qui voient un quelconque rapport entre ceci et la suite soient taxés de « mauvais esprit » –, les Etats-Unis faisaient savoir qu'ils renonçaient à exercer des représailles économiques prévues par la législation américaine à l'égard du Japon, si ce dernier bafoue les décisions de la Commission baleinière internationale (C.b.i.). Chose promise... parole non tenue. Le Japon va s'octroyer le droit de chasser 400 cachalots en 1985, 200 en 1986 et 200 l'année suivante. Pour la suite, il verra bien. Exit le moratoire sur toute chasse baleinière commerciale à partir de 1985. Terminée, la décision votée par la C.b.i. en juillet 83 à la majorité des trois quarts. Le cachalot a encore du souci à se faire.

L'association Greenpeace n'entend pas cette mesure de la même manière. Elle annonce le lancement d'un boycottage international de la compagnie aérienne Japan Air Lines. Dans dix-huit pays, ses adhérents vont envoyer aux agences de voyages un dossier « invitant à ne plus vendre de billets de la compagnie concernée ». 35 000 points de vente seront ainsi arrosés.

Greenpeace, 3, rue de la Bûcherie 75005 Paris. Tél. : 325.92.37.

E.D.F.

Les marmottes peuvent hiberner sur leurs deux oreilles...

Dix-huit « Mus Montanus » ont failli connaître à leurs dépens les dégâts du progrès. Le rat de montagne, cousin de la souris, du loir et de l'écureuil, pratique, une fois « la bise venue », le sommeil hivernal. Il établit son terrier entre 1 400 et 2 700 mètres, en général sous la pelouse alpine, dans une région exposée au soleil et peuplée d'arbustes. La marmotte bouche l'entrée du terrier au début octobre et s'endort pour six mois.

Cette année, 18 honorables bestioles avaient choisi, pour site de repos, l'aire de mise en eau du barrage de Grand'Maison (Isère). Angoisse... Heureusement que la fédération Rhône-Alpes de protection de la nature veillait au grain. Avant la montée des eaux, les marmottes furent déterrées pour aller hiberner dans une cave à Venosc. E.d.f. maître d'œuvre avait, presque, tout prévu...

Frapna Isère. 4, rue H.-Berlioz. 38000 Grenoble. Tél. : (76) 42.64.08.

TRAFIC

Crapauducs obligatoires

Le Haut-Rhin est un des départements qui connaît le plus l'hécatombe routière. Du moins, rassurons-nous, les victimes ne font par partie de la catégorie des mammifères supérieurs. Non ! il s'agit de la famille des batraciens. Chaque jour, ce sont plusieurs centaines de grenouilles qui disparaissent, écrasées par des engins mécanisés. La direction départementale de l'équipement, alertée par l'Association fédérative régionale pour la protection de la nature en Alsace, étudiait la mise en place de tunnels souterrains. Un peu trop lentement sans doute au goût des protecteurs. Car, appuyés par le Conseil général du Haut-Rhin et par le ministère de l'Environnement, ses militants ont installé dans le secteur de Kruth-Wildenstein des crapauducs. Des tuyaux de béton ont été mis en plus sous la route. L'histoire ne précise pas si la grenouille comprend ce type d'itinéraire, rendu... obligatoire.

Association fédérative régionale pour la protection de la nature en Alsace. Maison du Renard Prêchant. 7, rue des Balayeurs. 67000 Strasbourg.

P.T.T.

Le cimetière des oiseaux

Le ministère des P.t.t. a reçu des instructions pour que ses poteaux ne soient plus des pièges pour des centaines de milliers d'oiseaux. Selon la Frapna, les poteaux téléphoniques en métal, creux pour des raisons que l'administration ignore, sont de véritables sanctuaires animaliers. Les oiseaux viennent y nicher. Ils pénètrent dans le poteau comme il le ferait avec un tronc d'arbre, à la différence près qu'ils ne peuvent plus en sortir. Les directions opérationnelles des télécommunications bouchent leurs poteaux, tout en déplorant les nouvelles contraintes financières. Noblesse oblige...

Frapna-Grenoble.

OISEAUX (BIS)

Un rameau pour les tourterelles

Premier round entre protecteurs et chasseurs, première victoire pour les naturalistes. Sur requête de la F.f.s.p.n. et de la Ligue pour la protection des oiseaux (L.p.o.), le Conseil d'État vient d'annuler les arrêtés autorisant en Gironde la chasse à la tourterelle en mai prochain. C'est à cette période que les oiseaux migrateurs, migrent d'Afrique vers le nord de l'Europe. Sur le passage... des chasseurs. Le Conseil d'Etat reconnaît la nécessité pour le gouvernement français de respecter ses engagements en matière de gestion d'un patrimoine international. Voilà une décision qu'il fallait prendre, qu'il faudra avoir les moyens de faire appliquer, et... qui va faire beaucoup de bruit du côté de la Gironde.

OISEAUX (TER)

Intervenez pour les rapaces

Le Fonds d'intervention pour les rapaces (F.i.r.) lance une campagne pour financer le gardiennage des sites de nidification les plus menacés. De multiples dangers pèsent sur la survie de nombreuses espèces. Destructions volontaires, empoisonnement par les pesticides agricoles, envahissement croissant des falaises abritant les nids par des activités de loisirs, opérations organisées par des trafiquants... la liste est malheureusement longue. Le F.i.r. intervient bénévolement. Mais, comme chacun sait, le bénévolat coûte cher. L'association édite des « Actions Pèlerin » au prix de 35 F.



C/O FIR-BP 27. 92250 La Garenne-Colombes.

MEILLEUR AMI DE L'HOMME

Bonnes fêtes, Mon chien!

Entre 20 et 40 francs la baballe, 15 et 35 francs le nonos, 30 francs, en moyenne le machin qui couine, le vrai plaisir de la bébête, le Noël de l'animal est passé dans mon foyer. Savates qui sautent, poupées en matières spongieuses, objets insolites dégageant un de ces goûts, qui font dégouliner de délice les babines du chien le plus naphtaliné, tout, et encore plus, existe pour le paquet cadeau de l'ami. Il faut dire qu'on les aime. Et ils nous le rendent bien. C'est notre fierté, notre compagnon, le copain de nos enfants. Regardez-le donner la papatte, apporter son chiffon, se trémousser de plaisir quand le facteur nous donne une lettre recommandée. Il est beau et d'une intelligence... C'est bien simple, c'est le plus beau et le plus intelligent.

Mon chien, à moi, fait partie de la famille. Certes, c'est un toutou d'appartement plus habitué à coucher sous la commode et à courir sur la moquette que de nicher sur la paille « humide » – c'est toujours humide la paille – de quelque hangar. Mon chien ne déteste pas la campagne. Moi... bof ! Mais attention je ne fais pas d'ostracisme. Je constate. Tenez, je sais des choses sur le sujet. Je m'intéresse. Il y a huit à neuf millions de chiens à travers le territoire. Six à sept millions de chats, autant d'oiseaux, deux millions de lapins, hamsters, singes, tortues... Je connais les chiffres, car je suis un fidèle de « Trente millions d'amis ».

Et puis je participe à l'effort national. Je consomme. Plutôt : il consomme de l'agro-alimentaire. Et il aime. Cet agro-alimentaire – Unisabi, Gloria, Quaker... Les 25 fabricants, 32 usines appartenant à la Chambre syndicale d'aliments pour chiens, chats, oiseaux et autres animaux familiers (Facco). Ils pèsent lourds eux. 3,8 milliards de francs de chiffre d'affaires. 680 000 tonnes de production. 150 millions de francs dans la colonne « positif » de la balance commerciale. Et puis c'est une industrie moderne. 3 000 emplois tout de même, par les temps qui courent. On nous parle de faim dans le monde et de gaspillage de produits agricoles. Eh bien, je regrette. L'agro-alimentaire fait dans l'anti-gaspi. Du moins c'est ce qu'elle dit. Car elle utilise plus de 400 000 tonnes de matières d'excédents. Des choses qu'on ne peut commercialiser pour l'homme, mais qui sont saines et bonnes pour l'animal.

On nous parle de solidarité. J'ai lu dans le « Spécial animaux familiers » de « 50 » que le marché « animaux de compagnie » alignait 30 milliards de francs. C'est bon pour les caisses, ça. Enfin pour les leurs. Et je suis abonné à « S.p.a. actualité ». Cette semaine le refuge de Grammont (1) organise des journées portes ouvertes. Dimanche dernier, 163 chiens ont été adoptés et 34 chats. Des gens sont venus et ont donné entre 300 et 800 francs par animal. Oui, Grammont accueille par an 32 000 bêtes. Il en sauve 70 %. C'est pas mal... Pas assez. Bonnes fête, mon chien !

(1) Refuge de Grammont, 30, avenue de Saint-Denis, 92230 – Gennevilliers. Tél. : 798.57.40. * S.p.a. Tél. : 380.40.66.

SKIEURS

Hélicoptères contre faune

Voici enfin, une nouvelle de saison et qui concerne le skieur qui, après tout, est aussi une... bête sportive. Jean Faure, sénateur de l'Isère, membre du groupe de l'Union centriste, propose dans un amendement lors de la discussion sur la loi montagne « d'autoriser à nouveau les déposés de skieurs sur les sommets ». « Scandale », hurle la F.f.s.p.n. Pour l'association, « cette pratique est la cause d'un dérangement irréparable pour la faune en montagne en hiver, époque où elle est déjà en état de survie physiologique ».

Et de clouer au pilori Jean Faure. « Cet amendement, insiste la F.f.s.p.n., favorise les intérêts de quelques vacanciers étrangers au détriment de la majorité qui vit, travaille et se détend en montagne. » Le sénateur, quant à lui, prétend que le seul but est de faire rentrer les devises qui, pour le moment, sont dépensées en Suisse et en Italie. « N'y a-t-il pas d'autres solutions pour vivre en montagne que de la prostituer ? » interroge la F.f.s.p.n.

(Source F.f.s.p.n. 57, rue Cuvier, 75005 Paris).

CINEMA

Que d'eau que d'eau

Le 18 janvier, de 10 heures à 22 heures, se tiendra dans la salle de cinéma du Dnit (à La Défense) une journée non-stop de projections de films sur la mer et l'environnement marin. Organisée par la Biennale européenne du film sur l'environnement et par Greenpeace, cette manifestation se veut être « un point de convergence entre sensibilisation et pédagogie ». Une douzaine de productions seront présentées. Tortues marines, supertankers, énergie thermique des mers... L'eau, sa faune, sa richesse et sa potentialité innonderont les écrans. Notons au passage que cette journée aura pour cadre le Salon nautique. Comme il se doit.

La campagne d'abonnement que nous avons engagée depuis le 12 octobre est l'occasion de rappeler à tous les socialistes que « l'Unité » est leur journal, le seul organe d'expression nationale du P.s. et qu'il a besoin du concours de tous pour vivre et se développer. En cette période difficile, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Face à la grande presse hostile, les socialistes ne peuvent s'en remettre à personne pour soutenir leur propre journal.

Pour améliorer encore « l'Unité », pour qu'elle vous apporte chaque semaine davantage d'informations et d'arguments, nous avons besoin de vous. Abonnez-vous ou réabonnez-vous, recrutez autour de vous de nouveaux abonnés en profitant du tarif actuel que nous maintenons encore pendant quelques semaines, dans le cadre de notre grande campagne de relance.

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de « l'Unité » 10, rue de Solferino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » et vous adresse la somme correspondante.

★ ***abonnement de six mois (180 F)*** ☐

★ ***abonnement d'un an (270 F)*** ☐

☐ par chèque bancaire

☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35. J. Paris

Date Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.



UN NOUVEAU REGARD SUR L'ASSURANCE

UAP

N°1 OBLIGE

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin ; Révision : Nadine Berger. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

COOPÉRER POUR GAGNER

Soucieux d'offrir à ses clients une offre complète de produits et de services compétitifs, Bull développe une stratégie d'alliances et de coopérations avec divers partenaires jugés parmi les meilleurs au niveau international.

NECESSITÉ DE LA COOPÉRATION

Pour répondre à une demande du marché de plus en plus complexe et de plus en plus exigeante, et pour s'adapter avec rapidité aux évolutions technologiques, tous les grands constructeurs internationaux d'informatique font appel à des partenaires spécialisés.

Bull développe une politique active de coopération avec des laboratoires de recherche publics et privés, avec des sociétés de service et d'ingénierie, et avec d'autres industriels.

Ce partenariat ouvre au Groupe l'accès aux techniques et aux produits les plus avancés tout en lui permettant de renforcer constamment son savoir-faire.

Les accords conclus par Bull sont en effet conçus sur la base d'échanges permanents tant sur les informations concernant les travaux en cours, que dans la participation croisée d'équipes de chercheurs.

Ainsi Bull, tout en concentrant ses compétences et ses ressources sur les produits fondamentaux pour sa stratégie, acquiert-il de nouvelles compétences précieuses pour son avenir.

LA COOPÉRATION EN FRANCE

Au plan scientifique, plusieurs programmes de recherche sont développés avec des laboratoires publics et privés sous forme de conventions d'échanges de chercheurs ou contrats conjoints.

A titre d'exemple, citons le programme de recherche en conception assistée par ordinateurs pour les circuits à haut degré d'intégration, développé en commun par Bull, l'INRIA (Institut National de Recherche en Informatique), l'IMAG (Université de Grenoble) et Thomson-Efcis ainsi que le projet national de développement d'une structure d'accueil pour outils de génie logiciel (programme EPICEA) dont Bull est maître d'œuvre.

Dans le domaine industriel, citons notamment les accords Bull-Matra Harris pour la fabrication de semi-conducteurs et l'accord Bull-Philips pour la production de la carte à mémoire selon le procédé mis au point par Bull.

LA COOPÉRATION EN EUROPE

Les industriels et les gouvernements européens ont pris conscience de l'impérieuse nécessité de coopérer pour récupérer leur propre marché. Rappelons que 74 % du parc européen est dominé par les constructeurs américains alors qu'à l'inverse les Européens ne disposent que de 9 % du marché mondial de l'informatique.

L'une des marques les plus significatives de ce réveil européen a été donnée par la décision des États membres de la Communauté Européenne de consacrer un budget de 750 millions d'ÉCUS (plus de 6 milliards de francs) sur quatre ans, au programme de recherche commun « ESPRIT ».

Cet effort pour développer de nouvelles technologies est largement comparable à celui des États-Unis et du Japon dans le même domaine de recherche.

Bull participe à plusieurs programmes dans le cadre d'ESPRIT et est chef de file de trois d'entre eux.

Autre exemple, le Centre de Recherche Commun créé début 1984 entre Bull, l'Allemand Siemens et le Britannique ICL pour des études dans des domaines avancés, notamment les systèmes d'aide à la décision et l'intelligence artificielle.

Ce Centre installé à Munich est animé par une équipe comprenant des chercheurs des trois nationalités sous la direction d'un Français.

L'importance formidable de l'interconnexion des systèmes informatiques au moyen de réseaux de transmission d'informations adaptés a conduit Bull à prendre une part active aux travaux de normalisation internationale.

En avril 1984, un important accord a été signé entre les douze plus grandes firmes européennes d'informatique portant sur la sélection de standards internationaux que ces constructeurs s'engagent à mettre en place dans leurs équipes produits des 1985.

LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Bull dispose d'un réseau d'alliances industrielles solide. Au premier rang de ces partenaires demeure Honeywell. Bien que la part de celui-ci dans le capital de CII Honeywell Bull, l'une des filiales du Groupe Bull, ait été ramené à 8 %, ceci n'affecte pas la coopération dans le développement des grands et moyens systèmes, ni les accords sur le plan commercial. Aux termes de ceux-ci, Honeywell distribue les produits Bull en Amérique du Nord, en Italie, en Grande-Bretagne, au Japon et dans certains pays d'Extrême-Orient.

D'autres accords avec Convergent, Vertex, MPI, etc., permettent à Bull de disposer d'équipements particulièrement compétitifs au niveau international.

Tout dernièrement, Bull a conclu un accord avec le Japonais NEC, pour la fabrication et la commercialisation d'un ordinateur de haute puissance complétant le haut de la gamme offerte par le Groupe a ses clients..

Parallèlement, Bull a engagé des opérations de coopération industrielle et de transfert de technologie avec plusieurs pays.

Ainsi, l'accord de coopération technique et commerciale conclu entre Bull et le Groupe brésilien ABC a débouché sur la création d'une société commune « ABC Bull Telematics ».

Cette filiale fabrique sous licence depuis cette année l'ordinateur français DPS 7 pour les marchés d'Amérique du Sud.

Bull



DES PRETS ADAPTES A CHAQUE SITUATION

Aujourd'hui, l'accession à la propriété vous concerne. La BNP le sait, et pour mieux vous aider, vous offre toute une gamme de prêts immobiliers : pour acheter, construire ou même rénover, améliorer votre résidence principale.

Dans l'éventail de ses prêts, la BNP vous propose le Prêt Conventionné : taux très intéressant, modalités de remboursement adaptées, financement à hauteur de 90 % du coût de l'opération, durée de 5 à 20 ans, ou encore le P.A.P. (Prêt d'Accession à la Propriété) : taux très préférentiel et dans certains cas sans apport initial, remboursement en 15, 18 ou 20 ans.

Vous aider à acquérir, construire et améliorer votre habitation, c'est aussi notre métier à la BNP.

BNP. LA BANQUE EST NOTRE METIER

Euro Unisis

La chronique littéraire de Claude Glayman



A NOUS LES MINI-CHEFS-D'ŒUVRE

Après les mastodontes prônés pour les étrennes voici quelques précieux exemples d'écrivains ayant pris le temps de rédiger court !...

**** Jaroslav Seifert : « le Parapluie de Picadilly » — Actes Sud — Poèmes traduits du tchèque par Jan Rubes — Prix Nobel de littérature 1984.***

**** Jean Sénac : « le Mythe du sperme-Méditerranée » — Actes Sud — Poème.***

**** Gyula Illyes : « Sentinelle dans la nuit » — Messidor — Temps Actuels. Poèmes adaptés du hongrois par Suzanne et David Scheinert.***

**** Roger Simeon : « Fond de la nuit suivi des Feux lointains » — Editions Arpa — Poèmes, illustrations de Michel Simeon.***

**** Leslie Kaplan : « le Criminel » — P.o.l.***

**** Truman Capote : « Un Noël » — N.r.f. — Traduit de l'anglais par Henri Robillot.***

**** Erich Fried : « la Démesure de toutes choses » — Actes Sud — Traduit de l'allemand par Pierre Furlan.***

Si la mode a paru, un temps, aller vers les gros volumes, il semble que, la crise aidant, elle se réoriente vers les textes minces, brefs, denses. Depuis toujours la poésie a privilégié ce type de miniatures ; la prose, de nos jours, choisit également les plaquettes pour supports. Sans que le parti n'en soit systématique, une maison comme Actes Sud, au cours des récentes années, a su donner ses lettres de noblesse à cette forme d'édition élégante et relativement peu onéreuse. Saluons ce nouvel esprit, distinct du livre de poche, ne serait-ce que parce que les textes présentés sont le plus souvent inédits et parfois même comblent un vide. Coquetterie dira-t-on ? Peut-être pour les 23 pages de « la Ballerine » de Günter Grass (au demeurant une très belle prose) ! Littérature conclura-t-on pour le premier roman de Christiane Baroche « Plaisirs amers » ou bien pour « la Révolte des Tartares » de Thomas de Quincey (trois volumes Actes Sud). Mais poésie surtout !

Et comment, en effet, ne pas proclamer sa gratitude pour les vers du poète tchèque, Jaroslav Seifert, Prix Nobel 84 ! Au passage, notons que, non seulement Seifert, octogénaire, a été condamné au silence dans son pays pour cause de défense des droits de l'homme, mais qu'il était réduit aussi à l'anonymat, du moins en France, parce que personne n'avait accepté le risque d'éditer « le Parapluie de Picadilly ». Le Nobel aura au moins servi à ça !

Adepte du poétisme avec Nezval (lire « l'Unité » n° 583) d'où naquit l'importante école surréaliste tchèque, Seifert devint très rapidement une voix personnelle. Marqué par une enfance prolétaire, il goûta, peut-être plus que d'autres, la liberté toute fraîche de la Tchécoslovaquie des années vingt lorsque Prague pouvait être fière de sa beauté : « Un jour quand je mourrai/et ce sera bientôt déjà, sur mon cœur pèsera encore/ le sort de cette ville », et lorsqu'on vivait l'éloge de l'amour que Seifert a noté plus tard : « Chaque femme ne peut-elle/au moins une fois, au moins un seul instant,/au moins pour un seul regard,/être la plus belle du monde ? » La guerre, le stalinisme détruisirent cette allégresse.

Cependant, en 1957, Seifert prononce un discours célèbre sur les conséquences du culte de la personnalité : en 1968, lors du Printemps de Prague, il est président de l'Union des écrivains. Aujourd'hui il est de nouveau en quarantaine, muré dans la maladie, l'ostracisme, le pessimisme général : « Quand il ne me reste que la monotonie/de la ruine humaine. » Pourtant ce poète, qui a le don de l'image, qui évoque l'existence familière et quotidienne avec une humilité et une douceur admirables, se réfugie également dans l'humour dont « le Parapluie de Picadilly » fait souvent preuve. Il est vrai qu'au pays de Schweik et de Kafka la satire et l'ironie sauvent souvent du désespoir.

Le désespoir était la marque sans aucun doute du poète algérien Jean Senac dont Actes Sud nous avait proposé en 1983 une très précieuse anthologie « Dérisions et vertige » (Voir « l'Unité » n° 537). Assassiné dans des conditions assez mystérieuses, Jean Senac fait songer à Pasolini. Son dernier poème, provocateur, d'un paroxisme si poussé qu'il peut parfois paraître obscur, dit la douleur, le mal d'être d'une sensibilité écorchée vive qui n'avait pas trouvé dans la révolution algérienne, c'est le moins qu'on puisse dire, la liberté nécessaire pour vivre et exprimer son homosexualité. Victime, martyr, il s'écriait en accusateur : « Les gosses n'ont pas été créés pour jeter des pierres aux barbus/ni pour insulter les poètes/mais vous avez entassé dans leur cerveau vos pourritures/vous en avez fait cette petite racaille hurlante sur mon ombre. »

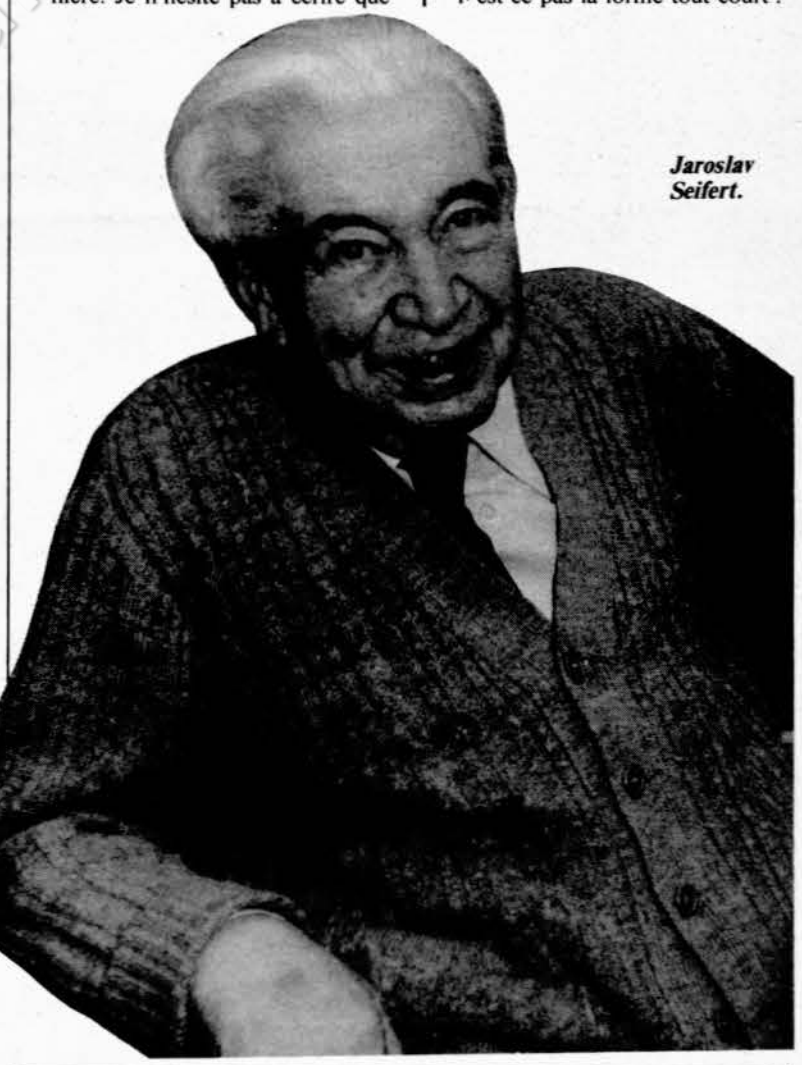
Avec le petit livre, joliment présenté de Gyula Illyes, nous découvrons ou redécouvrons un grand poète hongrois disparu en 1983, et peu disponible en français. Cet « hérétique espiègle », selon l'heureuse expression de son préfacier Charles Dobzynski, a vécu un long exil parisien dans les années vingt, aux lendemains de l'échec de la révolution communiste de Budapest. Il rencontra la fine fleur des poètes français dont il se sentait proche. Dans le présent recueil qui couvre la période 1952 à 1973, nous notons surtout une inspiration rurale qui, avouons-le, nous laisse quelque peu sur notre faim. Dommage car l'entreprise était singulièrement sympathique comme est sympathique la plaquette du poète autodidacte Roger Simeon, fondateur à Clermont-Ferrand de la revue « Arpa ». Ecoutons ce que chante l'Auvergnat quand il évoque la figure de Paul Eluard : « Ce n'est pas la mort d'un amour/qui arrêtera l'incendie/Eluard rêvant aux alentours/jamais dit-on ne s'en remit. »

Leslie Kaplan est un écrivain qui rédige court. Nous l'avions remarquée à l'occasion de son premier texte : « L'excès-l'usine » (Hachette/P.o.l., voir « l'Unité » n° 460). La tension de l'écriture et du témoignage sur le monde ouvrier ne nous avait pas fait oublier l'extraordinaire « établi » de Robert Linhart. Aujourd'hui nous retrouvons dans « le Criminel » la même écriture, peut-être encore plus maîtrisée et la même force intérieure. Nous sommes dans une maison de repos, un asile psychiatrique, une prison ouverte, « le Château », lieu d'enfermement où travaillent et, semble-t-il, s'aiment Jenny et Louise. Sensations à l'état pur qui fondent les descriptions : « Où sont les éviers qui avancent sans repos » ; formulations apparemment primaires qui forcent à repenser l'insolite : « Des chevaux sont montés. Dans les arbres, toujours les chats. Mais les chiens sont un problème. En avoir ou pas. » Climat du bref, du furtif, notation qu'on devine parfois mal à l'abri des tics journalistiques, notamment. Au total, un texte complet, multiforme ; un texte qui, de lui-même, se met en scène et en perspective.

Si Leslie Kaplan est indéniablement un auteur à suivre, les deux petits livres qui demeurent au programme de la présente chronique sont dus à deux auteurs accomplis, dont l'un, Truman Capote, nous a quittés l'année dernière. Je n'hésite pas à écrire que « Un Noël » est un texte magnifique, un véritable chef-d'œuvre, une perle parfaite. Dans une langue classique admirablement traduite par Henri Robillot, Truman Capote raconte un Noël de son enfance. Thème élémentaire, mais à travers son prisme nous découvrons tout un drame familial dont on sent bien qu'il a déterminé l'homme Truman Capote. Virtuose accompli, ce dernier décrit l'essentiel en peu de pages, avec quelques mots, quelques souvenirs, et un sens merveilleux de l'évocation. Ce n'est ni un roman ni une nouvelle, pas même un récit, mais une sorte de fiction-confession dont la beauté bouleverse et séduit tout à la fois. Quel art !

L'ouvrage d'Erich Fried est plus diversifié, comme si cet écrivain d'origine autrichienne et juive, réfugié en Grande-Bretagne au lendemain de l'Anchluss, s'était essayé à de multiples genres, tous dominés, depuis le souvenir banal jusqu'à la fable philosophique. Méconnu en France malgré quelques parutions antérieures, Erich Fried connaît un immense succès actuellement dans les pays de langue allemande, où la jeunesse pacifiste l'a adopté. Actes Sud nous permet de réparer un oubli majeur. N'y manquons pas !

Et puisque nous ne sommes pas avares de reconnaissance pour les petits livres, grands chevaux de Troie de la littérature, signalons, dans un genre bien différent, la poursuite, malgré des difficultés matérielles, de « Contre Ciel », magazine mensuel de lecture. Là aussi nous sont proposés de courts textes inédits, pour la plupart des fictions, émanant de jeunes auteurs. La petite forme, pour employer une formule de musicien, n'est-ce pas la forme tout court !



Jaroslav Seifert.



A.f.p.

Truman Capote.

LISEZ ENCORE QUELQUES BEAUX LIVRES

Noël et le jour de l'an s'éloignent. Est-il trop tard pour signaler des merveilles passées entre les mailles de notre filet...

*** Gustave Moreau : « Aquarelles » par Pierre-Louis Mathieu — Seuil — 400 F.**

Le meilleur d'un peintre qui se croyait programmé pour la fresque historique alors qu'il l'était pour l'introspection sensuelle, et quelle sensualité !

*** « Londres » de Gustave Doré — A l'enseigne de l'Arbre verdoyant — Armand Colin — 460 F.**

Le grand visionnaire du XIX[e] siècle a dessiné Londres sous toutes ses faces. Un document en forme de miroir vivant. Présentation de Bernard Noël.

*** « Le Loubok ou l'imagerie populaire russe XVII-XIX[e] siècle » — Editions Cercle d'Art — 250 F.**

Très importante dans l'art russe, l'imagerie populaire — en russe loubok — est ici présentée à partir des collections les plus riches du pays.

*** Gérard Chaliand et Jean-Pierre Rageau : « Atlas de la découverte du monde » — Fayard — 180 F.**

Comment les différentes cultures ont vu et cartographié le monde à travers l'histoire. Par des spécialistes du genre.

*** « David Bowie Superstar » — Calmann-Lévy — 126 F.**

Pour toutes les activités de Bowie, suivez le guide Paul Alessandrini.

DES AVENTURIERS EN OR MASSIF

Le nouvel aventurier cuvée 85 est « clean », il sent bon l'after-shave et se lave les dents dans le puits financé quelque part par l'association internationale contre la faim... Il se nomme Caroline ou Albert de Monaco, Michel Sardou ou Balavoine. Pendant le rallye la vente continue.

PAR DENIS DANGAIX

IL ferme son blouson (...), tire fièvreusement sur sa (...), la spéciale bout filtre qui sent bon les grands espaces. Il ajuste ses ovales lunettes (...), noue son blanc foulard (...). Remonte d'un geste précis ses chaussettes (...) et se tient prêt à bondir au top chrono (...), susdit chrono offert gracieusement par la montre (...), le « pendule » de la course. Tout est O.K.

Le septième rallye Versailles-Dakar s'aligne aux ordres d'un Thierry Sabine, organisateur impérial. Ça va partir pour 14 000 kilomètres de sable chaud, de pistes défoncées, de gués engorgés et de vent de désert. C'est sauvage l'Afrique. GO ! La caravane labellisée s'élance sous les spots trop apparents d'une méga-Europe boursouflée de signes extérieurs de richesse. Les sponsors, voilà la loi du sport.

Trois semaines de baroud en direction du Grand Sud. Dakar dans 21 jours. La ville phare du Sénégal. Avant, la meute mécanisée aura traversé l'Algérie, le Niger, le Mali et la Mauritanie. C'est beau, c'est chouette le dépaysement. C'est splendide le tourisme surtout quand il est fait d'itinéraires obligatoires.

« Plus que jamais l'aventure », titrait somptueusement le supplément du journal « l'Equipe » du 29 décembre de l'an 84. Et allons-y dans l'allégorie. « C'est la grande évasion, le retour des aventuriers, l'appel du désert »... Le duel pour la pôle position, bien sûr, nécessite de tirer (à soi) une bonne couverture. Et en cette matière, on peut faire confiance à notre aimable confrère. Il connaît la musique. Cette année 550 équipages ont pris le départ. Autos, motos et camions transporteront, si Dieu le veut, 1 550 pilotes, copilotes et passagers divers du genre technico-commercial, car pendant le rallye la vente continue, jusqu'au terme du périple.

Autour, c'est-à-dire devant, au-dessus, à côté voire derrière, une organisation extra-sanitaire composée de super-toubibs, de super-intendants et autres super-rallyemen assumera le confort « huilé » des soupapes enfièvrées et « ouaté » des bivouacs douillets. Enfin pas pour tout le monde. Car que serait la compétition si les participants avaient au départ les mêmes chances ? Non. Les « nouveaux aventuriers », telle est l'appellation donnée par Thierry Sabine, doivent compter sur leurs propres forces. Pour un amateur, il y en a dans cette compétition, et à condition qu'il ait un véhicule préparé à sa disposition, il lui en coûtera environ 150 000 F. S'il veut goûter au charme discret de l'exotisme. Sinon ! Bonjour le corned-beef.

Le nouvel aventurier, cuvée 85, c'est le prince Albert de Monaco, sa sœur aînée Caroline, Michel Sardou, Balavoine, Stéphanie Fugain, Raymond Kopa. C'est Pescarolo, Jabouille, Jacky Ichx. Eux, ils travaillent. Ils ne font pas dans l'amateurisme bucolique. Ils n'ont pas à faire rougir de honte Mister Sabine. Ce dernier ne déclarait-il pas, il y a quelque temps au journal « 4x4 magazine » : « J'ai horreur des babas cool, horreur de ces gens qui, sous le seul prétexte qu'ils se trouvent en Afrique, sont crados, pas rasés et sentent mauvais. Même chose pour celui qui revient d'Afrique ou d'ailleurs et qui continue de se trimballer avec son accoutrement d'image locale. On ne vend pas une histoire comme le Dakar en débarquant en rangers chez les sponsors. » Rompez les rangs ; Sabine dixit. C'est pour cela sans doute qu'il a présenté ce rallye à la presse, à cheval. Un destrier blanc, c'est bon pour l'image de marque.

Le nouvel aventurier 85 est donc clean. Il sent bon l'after shave. Il se lavera les dents dans le puits financé, quelque part par là, par l'Association internationale contre la faim et sera assuré, en cas de perte, grâce au Sarsat-Cospas, de l'Aérospatiale, d'être récupéré rapidement. Le fils Thatcher avait marqué la course 82, cette fois une douzaine de ces équipages bien propres sera dotée de balises.

Le Versailles-Dakar va une fois de plus laisser de côté l'Afrique traversée. C'est trop cher pour permettre à un équipage africain de prendre part à la course et donc de favoriser des « échanges ». Et comme les années précédentes, le rallye fera quelques gestes. Le Mali accueillera des médicaments et du matériel sportif. La Mauritanie recevra de l'outillage agricole. La fortune des uns empoussiérera l'infortune des autres. ●



Départ du premier Paris-Dakar à pied.

Gamma





Caroline et Albert de Monaco. A.f.p.

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325